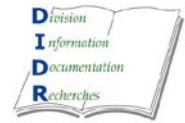


6 avril 2020



## Point de situation en République Autonome de Crimée et dans la ville de Sébastopol (2014-2019)

*Territoires ukrainiens occupés par la Fédération de Russie depuis février 2014*

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1.	Situation sécuritaire et évolutions récentes .....	4
1.1.	Annexion de la Crimée par la Fédération de Russie.....	4
1.2.	Situation sécuritaire.....	4
1.3.	Régime de sanctions internationales .....	6
2.	Violation du droit international humanitaire applicable à une puissance occupante ...	6
2.1.	Citoyenneté et migration .....	6
2.2.	Conscription .....	8
2.3.	Situation politique .....	9
3.	Respect des droits civils et politiques .....	10
3.1.	Situation des opposants à l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie	10
3.2.	Libertés d'expression, d'association et de manifestation .....	11
4.	Liberté religieuse.....	12
4.1.	L'Eglise Orthodoxe du Patriarce de Kiev .....	13
4.2.	Les minorités protestantes.....	14
4.3.	Les minorités musulmanes .....	15
5.	Situation des minorités ethniques .....	16
5.1.	Les Ukrainiens .....	16
5.2.	Les Tatars de Crimée .....	17
6.	Respect de l'intégrité de la personne et de sa vie privée et familiale .....	20
6.1.	Arrestations arbitraires et disparitions forcées .....	20
6.2.	Conditions des détenus .....	20
6.3.	Torture .....	21
6.4.	Respect de la vie privée et familiale .....	21
6.5.	Respect du droit à la propriété et à la liberté d'entreprendre.....	22
7.	Situation des personnes vulnérables .....	22
7.1.	Minorités sexuelles et de genre .....	22
7.1.1.	Cadre juridique .....	22
7.1.2.	Situation sociale.....	23
7.1.3.	Visibilité des minorités sexuelles et de genre.....	23
7.1.4.	Attitude des autorités .....	23
7.2.	Personnes dépendantes et/ou atteintes du VIH.....	24
8.	Effectivité de la protection des autorités .....	24

8.1. Impunité des forces de l'ordre et « d'autodéfense » .....	24
8.2. Violation du droit à un procès équitable et non-rétroactivité des lois .....	25
8.3. Corruption.....	26
Chronologie des principaux événements survenus en Crimée depuis 2013 .....	27
Carte de la Crimée .....	30
Bibliographie .....	31

**Résumé :** Depuis l'annexion illégale de la Crimée par la Fédération de Russie en mars 2014 et l'imposition de force de son ordre juridique, de nombreuses organisations internationales et de défenses des droits de l'Homme soulignent la dégradation de la situation des droits humains, ainsi que de nombreuses violations du droit international humanitaires par la puissance occupante : notamment en matière de citoyenneté, de conscription, de liberté politique, de liberté religieuse, de respect des droits des minorités ethniques, sexuelles et de genre, de respect de l'intégrité de la personne humaine et des droits à un procès équitables.

**Abstract :** Since the illegal annexation of Crimea by the Russian Federation in 2014 and the imposition of its legal order, numerous international organizations and human rights defenders have highlighted the deterioration of the human rights situation, as well as numerous violations of international humanitarian law by the occupying authorities: in particular in matters of citizenship, conscription, political freedom, religious freedom, respect for the rights of ethnic, sexual and gender minorities, respect for human integrity and fair trial rights.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Situation sécuritaire et évolutions récentes

### 1.1. Annexion de la Crimée par la Fédération de Russie

La Crimée, ancienne province de l'Empire russe puis République autonome au sein de l'Union soviétique, est détachée de la République socialiste fédérative soviétique de Russie et rattachée à la République soviétique d'Ukraine en 1954<sup>1</sup>.

Le 22 février 2014, à l'issue d'une série de manifestations populaires et d'affrontements violents centrés sur la place de l'Indépendance (Maidan) à Kiev, le gouvernement pro-russe du président Viktor IANOUKOVITCH est renversé et remplacé par un gouvernement provisoire issu de l'opposition pro-européenne<sup>2</sup>. Début mars 2014, en Crimée, des groupes politiques et paramilitaires issus de la population russophone, soutenus par la Fédération de Russie, rejettent les nouvelles autorités de Kiev et établissent un pouvoir indépendant *de facto*<sup>3</sup>. A l'issue d'un « référendum » tenu le 16 mars 2014, condamné par les autorités ukrainiennes, boycotté par les opposants à l'annexion et non reconnu par la communauté internationale, qui dénonce de nombreuses violations électorales, les autorités *de facto* pro-russes demandent le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie<sup>4</sup>. Le 18 mars, le président russe Vladimir POUTINE signe le « traité d'accession de la République de Crimée à la Fédération de Russie », approuvé par la Douma (Parlement fédéral de Russie) le 21 mars 2014, qui organise la péninsule en deux entités administratives : la République de Crimée et la Ville d'importance fédérale de Sébastopol<sup>5</sup>.

Les forces de sécurités russes prennent *de facto* le contrôle de la presqu'île et les lois russes entrent progressivement en vigueur jusqu'à application complète en janvier 2015, abrogeant l'ordre juridique ukrainien<sup>6</sup>. La Fédération de Russie est considérée, par l'Ukraine et par l'Assemblée générale des Nations Unies<sup>7</sup>, comme une puissance occupante<sup>8</sup>.

### 1.2. Situation sécuritaire

Depuis mai 2014, l'Ukraine bloque l'approvisionnement du canal du Nord de la Crimée assurant 82 % de la consommation en eau de la presqu'île<sup>9</sup>. De plus, entre septembre 2015 et janvier 2016, des nationalistes ukrainiens, membres de bataillons de volontaires, et des Tatars de Crimée bloquent la circulation des marchandises entre l'Ukraine et la Crimée<sup>10</sup>. Selon le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies (OHCHR), ils arrêtent, fouillent illégalement des véhicules privés, se rendent coupables de violences et de détentions arbitraires à l'encontre de détenteurs de passeports russes ou de personnes refusant d'obtempérer au contrôle<sup>11</sup>.

En août 2016, les autorités russes accusent le renseignement militaire ukrainien d'avoir planifié des attentats et des opérations de sabotage en Crimée. Selon la Fédération de

---

<sup>1</sup> BBC, [url](#)

<sup>2</sup> BBC, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 4, [url](#) ; France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 12/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 3, [url](#)

<sup>3</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 4, [url](#)

<sup>4</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 4, [url](#) ; France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 12/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/04/2014, p. 20, [url](#)

<sup>5</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 4, [url](#)

<sup>6</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p. 28, [url](#) ; Crimea SOS, 19/08/2016, [url](#)

<sup>7</sup> Résolution n°68/262 sur « l'intégrité territoriale de l'Ukraine » du 27 mars 2014.

<sup>8</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 12/2019, [url](#)

<sup>9</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 29, [url](#)

<sup>10</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 09/12/2015, p. 29, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/03/2016, p. 47-48, [url](#)

<sup>11</sup> *Ibid.*

Russie, qui procède à plusieurs arrestations, un groupe est « illégalement » entré en Crimée, provoquant des échanges de tirs lors desquels deux soldats russes sont morts. Alors que l'Ukraine et la Russie renforcent leur niveau d'alerte aux abords de la ligne de démarcation administrative (LDA), les autorités ukrainiennes nient toutes tentatives d'incursion<sup>12</sup>.

En mai 2018, la Fédération de Russie inaugure l'ouverture du pont routier de Kertch reliant la Russie à la Crimée<sup>13</sup>.

Le 4 mai 2018, les autorités russes abordent un bateau de pêche ukrainien dans la mer noire et arrêtent 5 membres d'équipage. Un marin est poursuivi pour pêche illégale et maintenu en détention. Les 4 autres sont libérés le 25 juin 2018 mais astreints à demeurer en Crimée jusqu'en octobre 2018<sup>14</sup>. Le Monde Diplomatique souligne d'importants contrôles des navires ukrainiens sur la mer d'Azov depuis l'annexion de la Crimée<sup>15</sup>.

Le 17 octobre 2018, à l'école polytechnique de Kertch, un étudiant tue à l'arme à feu et à la grenade vingt personnes avant de se donner la mort<sup>16</sup>.

Fin 2018, la Russie construit une clôture hautement sécurisée visant à contrôler le passage des personnes entre l'Ukraine et la Crimée<sup>17</sup>.

Le 25 novembre 2018, les garde-côtes russes, rattachés au Service Fédéral de Sécurité (FSB), abordent trois vaisseaux de la marine ukrainienne tentant d'entrer dans la mer d'Azov et emprisonnent 24 militaires ukrainiens<sup>18</sup>. Le 29 mai 2019, le Tribunal international du droit de la mer ordonne à la Russie de libérer les équipages et de rendre les navires à l'Ukraine<sup>19</sup>. Emprisonnés en Russie et dénonçant de mauvais traitements durant leur détention<sup>20</sup>, les marins ukrainiens sont finalement libérés le 7 septembre 2019 et les navires restitués en novembre 2019<sup>21</sup>.

Depuis décembre 2019, la Crimée est reliée à la Russie par un nouveau pont ferroviaire passant par le détroit de Kertch<sup>22</sup>.

Entre 2015 et 2019, la Fédération de Russie renforce fortement sa présence militaire en Crimée<sup>23</sup>, en déployant notamment sur la presqu'île des missiles et des bombardiers pouvant transporter des charges nucléaires avec une portée de 500 à 2 000 kilomètres<sup>24</sup>. Par ailleurs, la Russie double ses effectifs militaires en Crimée, passant de 12 500 hommes

---

<sup>12</sup> Universalis, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/09/2016, p. 34, [url](#)

<sup>13</sup> Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; France, Ambassade de France en Ukraine, 20/02/2019, [url](#) ; Le Monde Diplomatique, 01/2019, [url](#)

<sup>14</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/12/2018, p. 23, [url](#)

<sup>15</sup> Le Monde Diplomatique, 01/2019, [url](#)

<sup>16</sup> Universalis, [url](#) ; BFM, 18/10/2018, [url](#) ; RTL, 17/10/2018, [url](#)

<sup>17</sup> Euronews, 28/12/2018, [url](#)

<sup>18</sup> Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; France, Ambassade de France en Ukraine, 20/02/2019, [url](#) ; Universalis, [url](#) ; Organisation du Traité Nord Atlantique, 06/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/03/2019, p.21-22, [url](#) ; Conseil Européen et Conseil de l'Union Européenne, 17/03/2019, [url](#) ; Organisation du Traité Atlantique Nord, 18/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/2019, p. 21-22, [url](#) ; Le Monde Diplomatique, 01/2019, [url](#)

<sup>19</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/09/2019, p. 26, [url](#)

<sup>20</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/2019, p. 21-22, [url](#)

<sup>21</sup> Universalis, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/2019, p. 21-22, [url](#) ; La liberté, 18/11/2019, [url](#) ; L'Orient –Le-Jour, 19/11/2019, [url](#)

<sup>22</sup> Warsaw Institute, 30/12/2019, [url](#) ; Euronews, 25/12/2019, [url](#) ; Radio France International, 23/12/2019, [url](#) ; Le Monde, 23/12/2019, [url](#)

<sup>23</sup> Organisation du Traité Atlantique Nord, 18/03/2019, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée Générale, 09/12/2019, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 12, [url](#) ; République d'Irlande, House of the oireacvhtas, 22/06/2017, [url](#)

<sup>24</sup> Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 12, [url](#) ; République d'Irlande, House of the oireacvhtas, 22/06/2017, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 12, [url](#) ; République d'Irlande, House of the oireacvhtas, 22/06/2017, [url](#) ; Le Monde Diplomatique, 01/2019, [url](#)

en 2013 à 23 000 en 2016 et prévoyant d'augmenter ses effectifs à 43 000 hommes d'ici 2025<sup>25</sup>.

L'OHCHR dénonce aussi le manque de marquage des champs de mines à proximité des points de passage de Kalanchak et Chaplynka sur le territoire contrôlé par l'Ukraine<sup>26</sup>.

### 1.3. Régime de sanctions internationales

Condamnant l'annexion de la Crimée, l'Union européenne, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Norvège, la Suisse et le Japon adoptent des sanctions économiques et diplomatiques à l'encontre de la Fédération de Russie et des autorités pro-russes en Crimée. La Russie est notamment exclue du G8<sup>27</sup>.

L'Union européenne interdit aussi l'entrée sur son sol et gèle les avoirs de 170 officiels russes ou ukrainiens pro-russes impliqués dans l'annexion de la Crimée. Par ailleurs, elle interdit toute transaction économique ou investissement avec la Crimée occupée et limite les échanges avec certains secteurs économiques ou entreprises publiques russes. Enfin, diplomatiquement, l'Union suspend la coopération économique, les sommets bilatéraux et les négociations du nouvel accord UE-Russie et de la libéralisation des visas<sup>28</sup>. La Direction générale pour les politiques externes de l'Union Européenne souligne que les sanctions divisent, certains estimant qu'elles renforcent la dépendance budgétaire de la Crimée à la Fédération de Russie<sup>29</sup>.

En 2014, la Russie perd son droit de vote au sein de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). En signe de protestation, elle boycotte à partir de 2017 l'institution et refuse de payer sa contribution au budget annuel du Conseil de l'Europe. Néanmoins, en juin 2019, la délégation russe est réautorisée à prendre part aux travaux de l'APCE<sup>30</sup>.

## 2. Violation du droit international humanitaire applicable à une puissance occupante

### 2.1. Citoyenneté et migration

Le traité « d'accession de la République de Crimée à la Fédération de Russie », signé le 18 mars 2014, stipule que tous les citoyens ukrainiens et les apatrides, résidents de façon permanente en Crimée, le tampon d'enregistrement<sup>31</sup> du passeport faisant foi, sont considérés comme des citoyens russes<sup>32</sup>. Tous les habitants de Crimée concernés disposent d'un mois, soit jusqu'au 18 avril, pour refuser leur naturalisation auprès des Services Fédéraux des Migrations russes. Néanmoins, l'OHCHR dénonce la publication des

<sup>25</sup> République d'Irlande, House of the oireacvhtas, 22/06/2017, [url](#)

<sup>26</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/09/2016, p. 38, [url](#)

<sup>27</sup> Conseil européen et conseil de l'Union Européenne, 19/12/2019, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 35-36 et 49-50, [url](#) ; Conseil européen et Conseil de l'Union Européenne, 20/06/2019, [url](#) ; République d'Irlande, House of the oireacvhtas, 22/06/2017, [url](#)

<sup>28</sup> Conseil européen et conseil de l'Union Européenne, 19/12/2019, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 35-36, [url](#) ; Conseil européen et Conseil de l'Union Européenne, 20/06/2019, [url](#) ; République d'Irlande, House of the oireacvhtas, 22/06/2017, [url](#)

<sup>29</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 36, [url](#) ; Catherine IFFLY, IFRI, 2017, p. 5, [url](#)

<sup>30</sup> Huffington Post, 25/06/2019, [url](#) ; 20 Minutes, 25/06/2019, [url](#)

<sup>31</sup> Dans le langage courant en Russie : Прописка, propiska.

<sup>32</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 8, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Human Rights Watch, 16/11/2014, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 9, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p. 28, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 25, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 4, [url](#) ; Crimea SOS, 19/08/2016, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 04/2017, p. 38, [url](#)

démarches à effectuer et l'ouverture des centres de dépôt des demandes particulièrement tardives, respectivement le 1<sup>er</sup> et 4 avril<sup>33</sup>. La loi fédérale russe « sur la citoyenneté » de 2002 autorise toutefois le renoncement à la citoyenneté russe sauf pour « les personnes poursuivies, condamnées, ayant des obligations exceptionnelles auprès de la Fédération de Russie, ou n'ayant pas d'autres citoyennetés ou garanties de l'acquérir »<sup>34</sup>. Selon le Service Fédéral des Migrations russe, 3 427 personnes ont refusé leur naturalisation<sup>35</sup>.

Les autorités russes n'exigent pas la restitution du passeport ukrainien en échange de la citoyenneté russe sauf pour les agents publics<sup>36</sup>. Par ailleurs, en octobre 2015, les autorités annoncent suspendre en Crimée l'obligation de notifier toute binationalité auprès des services migratoires<sup>37</sup>.

En l'absence de tampon justifiant l'enregistrement en Crimée, la naturalisation automatique est impossible<sup>38</sup>. Selon le défenseur des droits de la Fédération de Russie, en mai 2015, 100 000 personnes résidant en Crimée ne disposent pas de la nationalité russe<sup>39</sup>. Ces derniers, devenus étrangers, doivent effectuer une demande de permis de séjour auprès des autorités migratoires russes, s'ils souhaitent rester plus de 90 jours sur une période de 180 jours<sup>40</sup>. Néanmoins, la Fédération de Russie met en place une procédure simplifiée de délivrance de titres de séjours accordant certains droits, propres aux citoyens, dont l'accès aux prestations sociales et de santé et le droit au travail. Ces derniers ne peuvent néanmoins pas « posséder de terre agricole, voter, être élus, enregistrer une communauté religieuse, déclarer une manifestation, travailler dans l'administration publique et enregistrer leur véhicule personnel »<sup>41</sup>. En 2015, 1 900 quotas migratoires sont accordés pour la Crimée<sup>42</sup>. Par ailleurs, les autorités *de facto* instituent un système exceptionnel de quotas annuels accordant à 5 000 personnes le droit de travailler et de vivre en Crimée, à l'exclusion des personnes présentant un passeport ukrainien<sup>43</sup>.

Toute personne ne disposant pas d'un titre de séjour russe encourt une amende, l'expulsion ainsi qu'une interdiction de retour sur le territoire de la Fédération de Russie<sup>44</sup>. Selon plusieurs ONG ukrainiennes, entre juillet 2014 et mai 2016, la justice *de facto* russe en

---

<sup>33</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 8, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Human Rights Watch, 16/11/2014, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p. 28, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 4, [url](#) ; Crimea SOS, 19/08/2016, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 04/2017, p. 38, [url](#)

<sup>34</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 8, [url](#)

<sup>35</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 8, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 11, [url](#)

<sup>36</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 9, [url](#)

<sup>37</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 09/12/2015, p. 30, [url](#)

<sup>38</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 8, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#)

<sup>39</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 8, [url](#)

<sup>40</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p. 28, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 8, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 04/2017, p. 40, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 01/2018, p. 15-16, [url](#)

<sup>41</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 8, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 04/2017, p. 40, [url](#)

<sup>42</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/12/2014, p. 17, [url](#)

<sup>43</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 9, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/07/2014, p. 39, [url](#)

<sup>44</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 9, [url](#) ; Human Rights Watch, 16/11/2014, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/09/2017, p.32-33, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 20/06/2018, p. 25, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/03/2019, p. 24, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 17, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 14, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 14, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 01/2018, p. 15-16 et p. 25, [url](#)

Crimée a rendu 9 538 décisions d'obligation de la quitter le territoire de la Crimée et les autorités russes ont expulsé 2 676 personnes de la péninsule dont 1 018 Ukrainiens<sup>45</sup>. Selon la justice russe, en 2017 et en 2018, 947 personnes sont expulsées de la presqu'île, dont 518 citoyens ukrainiens et 109 personnes déclarées résidentes en Crimée<sup>46</sup>. Toute entreprise employant des personnes n'ayant pas droit au séjour en Fédération de Russie encourt une amende de 800 000 roubles (9 350 euros environ)<sup>47</sup>.

L'OHCHR note d'importantes discriminations dans l'accès à l'emploi et aux services publics des personnes ayant refusé la nationalité russe<sup>48</sup>. A titre d'exemple, plusieurs personnes n'ayant pas la nationalité russe ont été licenciées ou se sont vu refuser l'accès aux soins<sup>49</sup>. Le 3 avril 2016, une femme décède après s'être vu refuser son hospitalisation à Simféropol<sup>50</sup>.

Entre mars 2014 et 2016, les enfants nés en Crimée n'étaient pas enregistrés auprès des autorités ukrainiennes, ces dernières refusant jusqu'en 2016 de reconnaître les certificats de naissance *de facto* russes<sup>51</sup>. De plus, les habitants de la Crimée rencontrent d'importantes difficultés pour toucher leur pension de retraite auprès des autorités ukrainiennes<sup>52</sup>.

En 2019, les autorités ukrainiennes estiment le nombre de déplacés internes venant de Crimée à 39 511<sup>53</sup>. Néanmoins, en 2017, plusieurs ONG ukrainiennes considèrent déjà que les nombres du gouvernement sont sous-estimés et soutiennent qu'il y a entre 50 000 et 60 000 déplacés venant de Crimée, dont 20 000 Tatars de Crimée<sup>54</sup>.

## 2.2. Conscription

Tous les habitants de la *de facto* République de Crimée et de la ville de Sébastopol ayant obtenu la nationalité russe ont l'obligation d'effectuer leur service militaire dans les forces armées de la Fédération de Russie. A partir de 2016, les conscrits venant de Crimée peuvent être envoyés dans d'autres régions de la fédération. Au total, en juin 2019, l'OHCHR estime que 18 000 habitants de la Crimée effectuent ou ont effectué leur service militaire au sein des forces armées russes, en violation du droit international humanitaire applicable à toute puissance occupante<sup>55</sup>.

Toute personne tentant de se soustraire à ses obligations relatives au service militaire russe encourt jusqu'à 2 ans d'emprisonnement<sup>56</sup>. En juin 2019, l'OHCHR recense 29

---

<sup>45</sup> Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 01/2018, p. 27-28, [url](#)

<sup>46</sup> Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 14, [url](#)

<sup>47</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 9, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/07/2014, p. 39, [url](#)

<sup>48</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/03/2017, p. 37, [url](#)

<sup>49</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/03/2016, p. 47, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/03/2017, p. 38, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/03/2017, p. 38, [url](#)

<sup>50</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/06/2016, p. 48, [url](#)

<sup>51</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/08/2015, p. 41, [url](#)

<sup>52</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/09/2019, p. 25, [url](#)

<sup>53</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/09/2019, p. 26, [url](#)

<sup>54</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 7, [url](#) ; Catherine IFFLY, IFRI, 2017, p. 3, [url](#) ; Euronews, 17/03/2015, [url](#)

<sup>55</sup> Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 37, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/03/2019, p. 25, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p.17, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 13, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Right Union, 27/10/2018, [url](#) ; Democracy House, 21/08/2019, [url](#)

<sup>56</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/12/2017, p. 36, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/03/2019, p. 25, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Right Union, 27/10/2018, [url](#)



condamnations dont une peine d'emprisonnement avec sursis et des amendes allant jusqu'à 60 000 roubles (730 euros environ)<sup>57</sup>. Selon l'ONG ukrainienne SOS Crimea, en septembre 2019, 59 personnes ont été poursuivies en Crimée pour avoir tenté de se soustraire au service militaire russe<sup>58</sup>.

Des organisations paramilitaires sont, par ailleurs, mises en place en Crimée par la puissance occupante afin de valoriser les « valeurs » de l'armée russe auprès des écoliers. L'ONG SOS Crimea recense, fin 2019, 1 500 écoliers au sein du mouvement social panrusse militaro-patriotique « Younarmia » (Armée de la jeunesse) à Sébastopol<sup>59</sup>.

### 2.3. Situation politique

Les autorités russes interdisent la tenue des élections ukrainiennes en Crimée depuis son annexion<sup>60</sup>. Pour voter, les détenteurs d'un passeport ukrainien résidant en Crimée peuvent s'enregistrer sur les listes électorales d'un bureau de vote situé sur le territoire contrôlé par l'Ukraine<sup>61</sup>.

Les élections législatives de 2016 et l'élection présidentielle de 2018 russes sont organisées en République de Crimée et dans la ville de Sébastopol<sup>62</sup>. L'OHCHR et l'Union Européenne considèrent que ces élections constituent une violation du droit international humanitaire applicable à toute puissance occupante<sup>63</sup>. Par ailleurs, plusieurs organisations de défenses des droits de l'Homme dénoncent des pratiques coercitives des autorités *de facto*, notamment des menaces de licenciement contre des agents publics, contraignant les habitants à aller voter et à se photographier avec leur bulletin de vote<sup>64</sup>.

Les autorités russes installent en République de Crimée, un organe *de facto* législatif, le Conseil d'Etat de Crimée, composé de 75 membres, élus pour 5 ans au suffrage universel direct<sup>65</sup>. En septembre 2014, « Russie unie », le parti du président russe Vladimir POUTINE, obtient 70 sièges et le Parti Liberal Démocrate de Russie (LPDR), un parti nationaliste, obtient 5 sièges<sup>66</sup>. Les partis pro-ukrainiens sont interdits, les Tatars de Crimée boycottent l'élection et les partis d'opposition russes sont victimes « d'intimidation » des forces de l'ordre et des milices pro-russes ou forces « d'autodéfense »<sup>67</sup>. Le chef *de facto* de la République de Crimée est élu au suffrage indirect par le Conseil d'Etat de Crimée, sur proposition du Président de la Fédération de Russie. En octobre 2014, Sergueï AKSYONOV, à la tête de la Crimée depuis son annexion, est élu à l'unanimité chef *de facto* de la République de la Crimée<sup>68</sup>.

La Ville d'importance fédérale de Sébastopol dispose *de facto* d'un organe législatif, l'Assemblée législative de la ville de Sébastopol, composée de 24 membres, élus pour 5

---

<sup>57</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 19/03/2018, p. 23, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/03/2019, p. 25, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/09/2019, p. 24-25, [url](#) ; Democracy House, 21/08/2019, [url](#)

<sup>58</sup> Crimea SOS, 04/10/2019, [url](#)

<sup>59</sup> Crimea SOS, 06/11/2019, [url](#)

<sup>60</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#)

<sup>61</sup> Freedom House, 28/01/2019, [url](#)

<sup>62</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 8, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Conseil de l'Europe, Assemblée Parlementaire, 12/10/2016, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 08/12/2016, p. 45-46, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 20/06/2018, p. 25, [url](#)

<sup>63</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 08/12/2016, p. 45-46, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 20/06/2018, p. 25, [url](#) ; Reuters, 09/09/2019, [url](#)

<sup>64</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 20/06/2018, p. 25, [url](#)

<sup>65</sup> Freedom House, 28/01/2019, [url](#)

<sup>66</sup> *Ibid.*

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ;

ans au suffrage universel direct<sup>69</sup>. De 2014 à 2016, cette assemblée élit pour 5 ans le gouverneur de la ville de Sébastopol sur proposition du président de la Fédération de Russie<sup>70</sup>. Depuis 2016, le gouverneur de la ville de Sébastopol est élu au suffrage universel direct<sup>71</sup>. Ce dernier forme le gouvernement de la ville de Sébastopol, responsable devant l'Assemblée législative de la ville<sup>72</sup>. A la date de la présente note, Russie Unie dispose d'une majorité de 14 députés à l'assemblée législative et l'exécutif est dirigé par le gouverneur Mikhail Vladimirovitch RAZVOJAEV, un haut fonctionnaire russe, depuis le 11 juillet 2019<sup>73</sup>.

### 3. Respect des droits civils et politiques

#### 3.1. Situation des opposants à l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie

Selon plusieurs organisations internationales et organisations de défense des droits de l'Homme, les opposants à l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie sont victimes de violences, de licenciements abusifs, d'hospitalisations psychiatriques forcées, ainsi que de poursuites judiciaires controuvées<sup>74</sup>. Plusieurs cas d'assassinats politiques ou de disparitions forcées sont rapportés par ces mêmes organisations, principalement en 2014 et en 2015<sup>75</sup>.

Plusieurs activistes ayant participé au mouvement Maidan à Kiev, manifesté à Simféropol le 26 février 2014 devant le Parlement, publié sur les réseaux sociaux leur désaccord à l'annexion ou brandi le drapeau ukrainien, font l'objets de poursuites pour terrorisme, extrémisme, atteintes à l'intégralité territoriale de la Fédération de Russie, émeutes ou possession de drogues, d'armes et/ou d'explosifs<sup>76</sup>. En 2018, le Département d'Etat des

---

<sup>69</sup> Assemblée législative de la ville de Sébastopol, Charte de la ville de Sébastopol, 14/04/2014, Articles 14 et 15, [url](#)

<sup>70</sup> Assemblée législative de la ville de Sébastopol, Charte de la ville de Sébastopol, 14/04/2014, Article 24, [url](#) ;

<sup>71</sup> Assemblée législative de la ville de Sébastopol, 11/29/2016, [url](#) ; Ukrainian Institute for the Future, 26/06/2017, p. 63, [url](#)

<sup>72</sup> Assemblée législative de la ville de Sébastopol, Charte de la ville de Sébastopol, 14/04/2014, Article 25, [url](#)

<sup>73</sup> Gouvernement de la ville de Sébastopol, [url](#) ; Assemblée législative de la ville de Sébastopol, [url](#) ; Fédération de Russie, Président de Russie, 11/07/20019, [url](#) ; Ridvan BARI URCOSTA, 29/07/2019, [url](#)

<sup>74</sup> Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Amnesty International, 15/12/2016, [url](#) ; Amnesty International, 01/09/2019, [url](#) ; Amnesty International, 2016, p. 1-4, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2019, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 6, 8 et 20, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/06/2014, p. 49, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/07/2014, p. 38, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/08/2014, p. 28, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/11/2014, p. 41, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 01/06/2015, [url](#) ; Conseil de l'Europe, Assemblée Parlementaire, 12/10/2016, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 20/06/2018, p. 23-24, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 10, [url](#) ; Kharkiv Human rights protection group, 2014, [url](#) ; Crimea SOS, 19/08/2016, [url](#) ; Human Rights House Foundation, 20/09/2018, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Right Union, 13/09/2018, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Right Union, 20/12/2018, [url](#) ; Crimea SOS, 06/11/2019, [url](#) ; Crimea SOS, 02/01/2020, [url](#) ; Crimea SOS, 04/02/2020, [url](#)

<sup>75</sup> Amnesty International, 2016, p. 1-2, [url](#) ; Human Rights Watch, 16/11/2014, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2019, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 6, 8 et 20, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies 15/02/2015, p. 23-24, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 01/06/2015, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/06/2016, p. 44, [url](#) ; Conseil de l'Europe, Assemblée Parlementaire, 12/10/2016, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 20/06/2018, p. 23-24, [url](#) ; Crimea SOS, 19/08/2016, [url](#) ; Human Rights House Foundation, 20/09/2018, [url](#) ; Democracy House, 21/08/2019, [url](#)

<sup>76</sup> Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Amnesty International, 01/09/2019, [url](#) ; Amnesty International, 2016, p. 1-2 et p. 6, [url](#) ; Amnesty International, 21/11/2019, [url](#) ; Human Right Watch, 17/01/2019, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 6, 8 et 20, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 09/12/2015, p. 30-31, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/03/2016, p. 45, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/06/2016, p. 46, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/09/2016, p. 35, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/09/2017, p.

Etats Unis d'Amérique dénombre au moins 60 prisonniers politiques en Crimée<sup>77</sup>. A titre d'exemple, le réalisateur ukrainien Oleg SENTSOV est arrêté à Simféropol le 10 mai 2014 ; poursuivi pour terrorisme et possession d'arme, il est transféré sur le territoire de la Fédération de Russie<sup>78</sup>. Il est condamné en 2015 à 20 ans d'emprisonnement par le Tribunal fédéral militaire russe de Rostov-sur-Don et libéré lors d'un échange de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine le 7 septembre 2019<sup>79</sup>.

### 3.2. Libertés d'expression, d'association et de manifestation

L'application *de facto* de la législation russe depuis janvier 2015 a particulièrement impacté les médias et les organisations non-gouvernementales (ONG). Ainsi, conformément aux lois russes n°82-FZ « sur les associations publiques » du 19 mai 1995 et n° 7-FZ « sur les organisations non-commerciales » du 12 janvier 1996, les ONG et les médias sont contraints de s'enregistrer auprès des autorités russes avant le 1<sup>er</sup> avril 2015<sup>80</sup>. A cette date, seuls 232 médias s'étaient enregistrés en Crimée contre 3 000 avant l'annexion de la presqu'île par la Russie<sup>81</sup>. De plus, dès le 10 mars 2014, les émissions de la télévision ukrainienne sont coupées et les canaux sont attribués à la télévision russe ou à de nouvelles chaînes pro-russes<sup>82</sup>. Selon l'OHCHR, en septembre 2017, la Crimée compte 1 852 ONG contre 4 090 en mars 2014<sup>83</sup>.

Par ailleurs, les dispositions de la loi russe de 2012 sur les « agents de l'étranger », élargie aux médias en 2017 et aux personnes physiques en 2019, soumettant des organisations recevant de l'argent de l'étranger à d'importantes contraintes administratives et à l'obligation de mentionner leur statut « d'agent de l'étranger » dans chaque publication, ont découragé plusieurs ONG ukrainiennes à se maintenir en Crimée<sup>84</sup>. Selon le Département d'Etat américain, les autorités *de facto* russes refusent de collaborer avec les organisations de défenses des droits de l'Homme<sup>85</sup>. D'autant que la loi russe « sur les organisations indésirables » de mai 2014 permet de limiter fortement, voire même d'interdire, l'activité d'ONG étrangères sur le territoire contrôlé par la Fédération de

---

30, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 13, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 8, [url](#) ; Crimea SOS, 19/08/2016, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Right Union, 05/09/2018, [url](#) ; Human Right House, 11/2018, p. 31, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Right Union, 20/12/2018, [url](#) ; Crimea SOS, 06/08/2019, [url](#) ; Democracy House, 21/08/2019, [url](#) ; Crimea SOS, 06/11/2019, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 18/11/2019, [url](#) ; Crimea SOS, 02/01/2020, [url](#) ; Crimea SOS, 04/02/2020, [url](#)

<sup>77</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#)

<sup>78</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/07/2014, p. 38, [url](#) ; Human Right Watch, 17/01/2019, [url](#) ; Conseil Européen et Conseil de l'Union Européenne, 17/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/2019, p. 24, [url](#)

<sup>79</sup> Human Right Watch, 17/01/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 01/06/2015, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/2019, p. 24, [url](#) ; France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 12/2019, [url](#) ; Universalis, [url](#)

<sup>80</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 25-26, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 21-23, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Amnesty International, 15/12/2016, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/06/2014, p. 50-51, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 01/06/2015, p. 35, [url](#) ; Human Right House, 11/2018, p. 14, [url](#)

<sup>81</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 21-23, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 01/06/2015, p. 35, [url](#) ; Human Right House, 11/2018, p. 14, [url](#)

<sup>82</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 21-23, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/04/2014, p. 20, [url](#) ; Amnesty International, 2016, p. 1-2, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/08/2014, p. 28-29, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/06/2016, p. 46-47, [url](#)

<sup>83</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 23, [url](#)

<sup>84</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 21-23, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/06/2014, p. 52, [url](#) ; Le Monde, 02/12/2019, [url](#) ; DIDR, OFPRA, 31/03/2015, p. 4, [url](#)

<sup>85</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#)

Russie<sup>86</sup>. De nombreux défenseurs des droits de l'Homme, journalistes ou organisations internationales, opposés à l'annexion, se sont vu refuser l'accès à la péninsule<sup>87</sup>.

Selon plusieurs publications d'organisations internationales et de défense des droits de l'Homme, les journalistes et les défenseurs des droits de l'Homme en Crimée sont régulièrement victimes de violences et font l'objet de poursuites judiciaires, notamment sur la base de la loi fédérale russe du 25 juillet 2002 n°114-FZ « sur la lutte contre les activités extrémistes » et sur la base de l'article 280.1 du code pénal russe sanctionnant « les incitations publiques à des actions visant à violer l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie »<sup>88</sup>.

En application de la loi fédérale russe du 19 juin 2004 n°54-FZ, toute manifestation publique doit être déclarée aux autorités entre 14 et 10 jours avant. Tout contrevenant encourt une amende de 600 000 roubles (7 000 euros) maximum ou de courtes peines d'emprisonnement de quelques jours. En cas de récidives, l'organisateur de manifestations non-autorisées encourt jusqu'à 5 ans d'emprisonnement<sup>89</sup>. Par ailleurs, la loi n°56-ZRK, adoptée le 8 août 2014 par le Conseil d'Etat de la *de facto* République de Crimée, liste seulement 366 lieux où peuvent effectivement se tenir des manifestations publiques<sup>90</sup>. Les manifestants, opposés au régime imposé *de facto* par la Fédération de Russie, sont régulièrement arrêtés et poursuivis par les autorités<sup>91</sup>.

#### 4. Liberté religieuse

En Crimée, le ministère ukrainien de la Culture recense 43 % d'orthodoxes, 29 % de musulmans, 20 % de protestants, 1,6 % de catholiques et 0,9 % de Juifs<sup>92</sup>.

---

<sup>86</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 25-26, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p. 30, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/08/2015, p. 40-50, [url](#)

<sup>87</sup> Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 10, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Human Rights House Foundation, 20/09/2018, [url](#)

<sup>88</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 26-27, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 21-23, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/04/2014, p. 20, [url](#) ; République d'Irlande, House of the Oireachtas, 22/06/2017, [url](#) ; OSCE, 17/04/2019, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Amnesty International, 2016, p. 9, [url](#) ; Human Rights Watch, 12/07/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 01/06/2015, p. 35, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 09/12/2015, p. 31, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/06/2016, p. 46-47, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/09/2016, p. 37, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/12/2017, p. 35, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 19/03/2018, p. 22, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 20/06/2018, p. 24-25, [url](#) ; Conseil de l'Europe, Plateforme pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes, 28/09/2018, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/12/2018, p. 22, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/09/2019, p. 24, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 8, [url](#) ; Human Rights House, 11/2018, p. 18, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 18/11/2019, [url](#) ; Crimea SOS, 06/12/2019, [url](#)

<sup>89</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 26, [url](#)

<sup>90</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 28, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 21-23, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#)

<sup>91</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 21-23, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/06/2014, p. 52, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 09/12/2015, p. 31, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/09/2016, p. 36, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/12/2017, p. 36, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 19/03/2018, p. 22, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 9, [url](#)

<sup>92</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 7, [url](#) ; Regional Center for Human Rights (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Rights Union et CHROT, 08/2019, p. 35, [url](#)

En application *de facto* du Code Civil de la Fédération de Russie en Crimée, chaque organisation religieuse a l'obligation de s'enregistrer auprès des autorités russes avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016, date reportée à deux reprises<sup>93</sup>. En septembre 2017, 722 organisations religieuses sont enregistrées en République de Crimée et 96 à Sébastopol, alors que l'Ukraine recensait, selon l'OHCHR, 2 083 organisations religieuses en République Autonome de Crimée et 137 à Sébastopol avant l'occupation. Si cet enregistrement n'est pas une nécessité pour prêcher au sein de la Fédération de Russie, il permet, néanmoins, de conclure des contrats, d'ouvrir des comptes bancaires, d'employer du personnel et d'inviter des étrangers sur le sol contrôlé par la Fédération de Russie<sup>94</sup>. Plusieurs prêtres de différentes religions ont été contraints de quitter la Crimée<sup>95</sup>.

Par ailleurs, depuis l'annexion, les organisations religieuses et les croyants sont soumis en Crimée à la législation russe en matière de répression du terrorisme et de l'extrémisme, permettant notamment la dissolution et l'interdiction des organisations jugées « extrémistes » par la justice russe et d'engager des poursuites contre les partisans de ces organisations<sup>96</sup>. En 2016, les lois russes dites « Yarovaya » interdisent le prosélytisme en dehors des lieux déclarés par les organisations religieuses lors de leur enregistrement. Toute personne ou organisation contrevenant à cette interdiction, même à son domicile privé ou sur internet, encourt une amende de 5 000 à 50 000 roubles (58 à 585 euros environ)<sup>97</sup>. Entre 2017 et 2018, 27 personnes et 17 organisations religieuses sont condamnées à des amendes allant jusqu'à 50 000 roubles, dont des protestants, des témoins de Jéhovah, des catholiques, des musulmans et des partisans du Mouvement International pour la Conscience de Krishna (ou « Hare Krishna »)<sup>98</sup>. Par ailleurs, depuis juillet 2018, la législation russe prévoit la possibilité de retirer la nationalité russe aux personnes condamnées pour extrémisme ou terrorisme<sup>99</sup>.

#### 4.1. L'Eglise Orthodoxe du Patriarche de Kiev

L'Eglise Orthodoxe Ukrainienne du Patriarche de Kiev, ayant 25 000 fidèles en Crimée, soit 8,5% de la population en 2010<sup>100</sup>, rencontre d'importantes difficultés depuis l'annexion illégale de la péninsule par la Fédération de Russie<sup>101</sup>. Le 1<sup>er</sup> juin 2014, un homme armé, portant un uniforme cosaque, ouvre le feu dans une église du village de Perevalnoe, afin d'effrayer les fidèles<sup>102</sup>. De plus, l'OHCHR et le département d'Etat des Etats Unis recensent plusieurs actes de dégradations matérielles visant des biens appartenant à cette église ou

---

<sup>93</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/12/2014, p. 17, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 01/06/2015, p. 35-36, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/03/2016, p. 46, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 13, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 9, [url](#) ; Forum 18, 27/03/2015, [url](#)

<sup>94</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 13, [url](#)

<sup>95</sup> Forum 18, 27/03/2015, [url](#)

<sup>96</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; SOVA Center, 21/04/2017, [url](#) ; Forum 18, 27/03/2015, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 08/2019, p. 36, [url](#)

<sup>97</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; Liberté religieuse dans le monde, 2018, [url](#) ; Religious Freedom Institute, 30/08/2016, [url](#) ; Forum 18, 24/07/2017, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 08/2019, p. 36, [url](#)

<sup>98</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; Forum 18, 24/07/2017, [url](#) ; Forum 18, 09/01/2019, [url](#)

<sup>99</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#)

<sup>100</sup> Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 08/2019, p. 5, [url](#)

<sup>101</sup> Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 8, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 28, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 05/2019, [url](#) ; Kharkiv Human rights protection group, 2014, [url](#)

<sup>102</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p. 30-31, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 13, [url](#) ; Kharkiv Human rights protection group, 2014, [url](#)

aux membres de son clergé<sup>103</sup>. Plusieurs églises orthodoxes ukrainiennes cessent leurs activités et sont saisies ou détruites par des groupes paramilitaires en 2014 puis par les autorités russes en raison du non-renouvellement de leurs baux<sup>104</sup>. Selon plusieurs ONG internationales et ukrainiennes, en 2015, seules 11 congrégations contre 48 en 2014 sont encore en activité en Crimée<sup>105</sup>. L'Eglise Orthodoxe Ukrainienne du Patriarche de Kiev refuse en signe de protestation à l'annexion de se déclarer auprès des autorités russes<sup>106</sup>.

## 4.2. Les minorités protestantes

En 2014, l'OHCHR cite le témoignage d'un pasteur protestant ayant fui la Crimée après avoir reçu des menaces de disparitions forcées d'officiers du FSB<sup>107</sup>. En mai 2015, 8 baptistes sont arrêtés et condamnés à des amendes pour des manifestations illégales à l'occasion des fêtes de Pâques<sup>108</sup>. En décembre 2017, l'Eglise de la voix de l'espoir, une église protestante évangéliste enregistrée auprès des autorités russes, cesse ses activités en Crimée en raison de « menaces du FSB et d'inspections abusives de différentes agences gouvernementales »<sup>109</sup>.

En avril 2017, la Cour suprême de la Fédération de Russie interdit « les Témoins de Jéhovah », considérés en Russie comme une organisation extrémiste, se répercutant *de facto* sur la Crimée, où les 22 congrégations sont dissoutes en juin 2017<sup>110</sup>. 8 000 Témoins de Jéhovah présents en Crimée sont depuis la cible de la police criméenne et du Service Fédéral de Sécurité (FSB) pour extrémisme et pour leurs activités prosélytes<sup>111</sup> :

- En juin 2017, un Témoins de Jéhovah s'est vu refuser un service militaire alternatif, sauf « s'il acceptait de renoncer à sa religion »<sup>112</sup>.
- Le 27 juin 2017, un Témoin de Jéhovah, accusé de prosélytisme et emmené devant un Tribunal, décède à la suite d'une crise cardiaque la nuit suivante<sup>113</sup>.
- Le 16 novembre 2018, le FSB perquisitionne le domicile de plusieurs Témoins de Jéhovah, conduisant deux hommes à l'hôpital en raison d'une trop forte tension artérielle et une femme victime d'une fausse couche<sup>114</sup>.

---

<sup>103</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p. 30-31, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/08/2014, p. 29, [url](#)

<sup>104</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p. 30-31, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/08/2014, p. 29, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/12/2017, p. 34, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Right Union, 10/10/2018, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, p. 16-26, 08/2019, [url](#) ; Crimea SOS, 06/08/2019, [url](#) ; Crimea SOS, 06/12/2019, [url](#) ; Unian, 19/11/2019, [url](#)

<sup>105</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 08/2019, p. 4, [url](#)

<sup>106</sup> Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/03/2016, p. 46, [url](#)

<sup>107</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p. 30-31, [url](#)

<sup>108</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/08/2015, p. 41, [url](#)

<sup>109</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 7-8, [url](#)

<sup>110</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; SOVA Center, 24/04/2018, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 05/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/09/2017, p. 32, [url](#) ; Forum 18, 24/07/2017, [url](#) ; Forum 18, 02/04/2019, [url](#)

<sup>111</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 05/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/09/2017, p. 32, [url](#) ; Forum 18, 24/07/2017, [url](#)

<sup>112</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/09/2017, p. 32, [url](#)

<sup>113</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; Forum 18, 24/07/2017, [url](#)

<sup>114</sup> Etats-Unis, Department of State, 05/2019, [url](#)

- Selon le site des Témoins des Jéhovah en Russie et l'ONG russe Forum 18, trois croyants ont fait l'objet d'une détention en Crimée et 4 de poursuites pénales pour extrémisme, dont Sergueï FILATOV, condamné en mars 2020 à 6 ans d'emprisonnement<sup>115</sup>.

### 4.3. Les minorités musulmanes

L'OHCHR mentionne plusieurs perquisitions en 2014, ciblant des locaux de l'Administration Spirituelle des Musulmans de Crimée. Les perquisitions sont moins fréquentes grâce à la coopération de cette organisation avec l'occupant mais persistent depuis 2015<sup>116</sup>. A titre d'exemple, le 6 mai 2016, 50 hommes armés arrêtent 100 fidèles dans une mosquée lors de la prière du vendredi. Ils sont tous relâchés dans la journée avec l'obligation de se présenter au poste de police dans les jours suivants<sup>117</sup>. De plus, des actes de vandalismes visant les lieux de cultes et les cimetières sont dénoncés par les Nations Unies et le Département d'Etat des Etats Unis<sup>118</sup>.

Plusieurs partisans des groupes islamistes « Hizb ut-Tahrir » et « Tablighi Jamaat », considérés comme terroristes en Russie mais pas en Ukraine, sont poursuivis pour terrorisme notamment devant le Tribunal militaire fédéral de Rostov-sur-le-Don<sup>119</sup>. En 2019, 67 personnes originaires de Crimée, sont accusées de terrorisme ou d'extrémisme pour des liens allégués avec ces groupes, notamment sur la base de publications en ligne antérieures à l'annexion<sup>120</sup>. Une dizaine de ressortissants criméens musulmans sont condamnés à des peines d'emprisonnement, allant jusqu'à 17 ans, pour terrorisme<sup>121</sup>.

---

<sup>115</sup> Etats-Unis, Department of State, 05/2019, [url](#) ; Les Témoins de Jéhovah en Russie, [url](#) ; Le Figaro, 05/03/2020, [url](#) ; Forum 18, 02/04/2019, [url](#) ; Forum 18, "CRIMEA: Four months in Russian prison punishment cell", 30/10/2019, [url](#)

<sup>116</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 05/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/06/2016, p. 45, [url](#) ; Crimea SOS, 19/08/2016, [url](#) ; Crimea SOS, 06/11/2019, [url](#)

<sup>117</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/06/2016, p. 45, [url](#)

<sup>118</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/11/2014, p. 44, [url](#)

<sup>119</sup> Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; SOVA Center, 21/04/2017, [url](#) ; SOVA Center, 24/04/2018, [url](#) ; SOVA Center, 07/10/2019, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 05/2019, [url](#) ; Amnesty International, 15/12/2016, [url](#) ; Amnesty International, 2016, p. 6, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/02/2015, p. 24, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/03/2016, p. 45, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 08/12/2016, p. 42, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/03/2017, p. 36, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/12/2017, p. 34, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 13, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 7-8, [url](#) ; Forum 18, 24/01/2019, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 08/02/2019, [url](#) ; Memorial Human Rights Center, 23/05/2019, [url](#) ; Crimea SOS, 06/08/2019, [url](#) ; Forum 18, 30/10/2019, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 18/11/2019, [url](#) ; Crimea SOS, 04/02/2020, [url](#)

<sup>120</sup> SOVA Center, 21/04/2017, [url](#) ; SOVA Center, 24/04/2018, [url](#) ; SOVA Center, 07/10/2019, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 05/2019, [url](#) ; Amnesty International, 2016, p. 6, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 08/12/2016, p. 42, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 19/09/2018, p. 26, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2019, p. 23, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 13, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 7-8, [url](#) ; Memorial Human Rights Center, " ", 24/05/2018, [url](#) ; Memorial Human Rights Center, 23/09/2018, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 08/02/2019, [url](#) ; Memorial Human Rights Center, 23/05/2019, [url](#) ; Memorial Human Rights Center, 22/07/2019, [url](#)

<sup>121</sup> Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; SOVA Center, 21/04/2017, [url](#) ; SOVA Center, 24/04/2018, [url](#) ; SOVA Center, 07/10/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 08/12/2016, p. 42, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/03/2019, p. 23, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 10, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 08/02/2019, [url](#) ; Memorial Human Rights Center, 23/05/2019, [url](#) ; Forum 18, 30/10/2019, [url](#)

## 5. Situation des minorités ethniques

Selon le recensement ukrainien de 2001, la République Autonome de Crimée est principalement peuplée par des Russes (58.8 %), par des Ukrainiens (24.4 %) et par des Tatars de Crimée (12.1 %)<sup>122</sup>. La ville de Sébastopol est quant à elle principalement peuplée de Russes (71.6 %) et d'Ukrainiens (22.4 %)<sup>123</sup>. Selon le recensement effectué par la Fédération de Russie en septembre 2014 et non reconnu par l'Ukraine, la Crimée compte au total 2 284 769 habitants dont 65.3 % de Russes, 15 % d'Ukrainiens et 10.1 % de Tatars de Crimée<sup>124</sup>. Entre 2014 et 2017, près de 140 000 Russes déclarent modifier leur lieu de résidence principale pour la péninsule. L'OHCHR rappelle que « la quatrième convention de Genève interdit à une puissance occupante de déporter ou transférer des parties de sa population civile sur les territoires occupés »<sup>125</sup>.

La *de facto* « Constitution de la République de Crimée », adoptée le 11 avril 2014, reconnaît le russe, l'ukrainien et le tatar de Crimée comme des langues officielles<sup>126</sup>. De plus, la loi « sur l'Éducation dans la République de Crimée », adoptée par le *de facto* Conseil d'État de Crimée le 17 juin 2015, reconnaît le droit à l'éducation en russe, ukrainien et tatar de Crimée<sup>127</sup>. L'OHCHR estime que ces reconnaissances sont avant tout « déclaratoires »<sup>128</sup>.

### 5.1. Les Ukrainiens

L'OHCHR rapporte que des activistes faisant la promotion de la culture Ukrainienne subissent des pressions de la part des autorités en Crimée et que leurs activités sont soumises à des « restrictions et/ou des obstructions »<sup>129</sup>.

Depuis 2014, plusieurs classes en Crimée offrant la possibilité de suivre une scolarité en ukrainien ont été fermées par les autorités. En 2019, seule une école offre encore des cours exclusivement en ukrainien pour 9 classes d'âge, contre 7 en 2013<sup>130</sup>. Entre 2013 et 2018, le nombre d'élèves suivant, au moins en partie, une scolarité en ukrainien a chuté de 97 %<sup>131</sup>. La faculté de philologie de l'université nationale de Tauride « V.I.Vernadskiy » à Simféropol est fermée et l'enseignement en ukrainien dans le supérieur est banni<sup>132</sup>. Le personnel éducatif ukrainien est contraint de changer sa langue d'enseignement ou est renvoyé<sup>133</sup>. L'OHCHR mentionne des pressions exercées par l'administration scolaire afin de dissuader les parents d'inscrire leurs enfants dans des classes données en ukrainien<sup>134</sup>.

---

<sup>122</sup> State Statistics Committee of Ukraine, 2001, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 7, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 7, [url](#)

<sup>123</sup> *Ibid.*

<sup>124</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 7, [url](#)

<sup>125</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 7, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 2015, p. 13, [url](#)

<sup>126</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 28-29, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 26, [url](#)

<sup>127</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 28-29, [url](#)

<sup>128</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 26, [url](#)

<sup>129</sup> Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, [url](#)

<sup>130</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/12/2018, p. 22-23, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 19/03/2018, p. 22, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 39, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p.23, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 9, [url](#)

<sup>131</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/12/2018, p. 22-23, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 9, [url](#) ; Democracy House, 21/08/2019, [url](#)

<sup>132</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 27, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p.23, [url](#)

<sup>133</sup> *Ibid.*

<sup>134</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 39, [url](#) ;



## 5.2. Les Tatars de Crimée

Les Tatars de Crimée, peuple centre-asiatique installé en Crimée depuis 1441, ayant longtemps menacé l'empire russe et notamment pris Moscou en 1571, sont finalement conquis par les armées tsaristes en 1783. En mai 1944, ils sont déportés massivement vers l'Asie centrale sur ordre de Joseph STALINE, accusés de collaboration avec l'Allemagne nazie<sup>135</sup>. Contrairement aux peuples caucasiens réhabilités par Nikita KHROUCHTCHEV en 1956, les Tatars de Crimée ne sont réhabilités qu'en 1967, mais ils ne sont pas pour autant autorisés à retourner en Crimée, la presque-île ayant été attribuée à l'Ukraine et repeuplé par des Russes et des Ukrainiens<sup>136</sup>. Dans un article publié en 1969 dans le Monde diplomatique, Hélène CARRERE D'ENCAUSSE dénonce que « les divers mouvements engagés par les Tatars de Tachkent [Ouzbékistan] pour y retourner ont conduit leurs dirigeants sur les bancs des tribunaux pour "agitation antisoviétique" »<sup>137</sup>. Les Tatars ne sont autorisés à rentrer en Crimée qu'à la fin des années 1980 avec l'affaiblissement puis l'effondrement de l'URSS<sup>138</sup>.

Dès l'annexion de la Crimée, la Fédération de Russie et la *de facto* République de Crimée adoptent une série de lois et de décrets en faveur de la réhabilitation de la minorité tatare :

- Décret n°268 du 21 avril 2014 « sur les mesures de réhabilitation des Arméniens, Bulgares, Grecs, Tatars de Crimée et peuples germaniques et le soutien de l'Etat pour leur renaissance et développement »<sup>139</sup>
- Loi du 4 juin 2014 du *de facto* Conseil d'Etat de Crimée « sur certaines garanties sur les droits des peuples déportés de façon extrajudiciaire sur la base de leur nationalité de la République socialiste soviétique autonome de Crimée en 1941-1944 » proposant aux Tatars de Crimée souhaitant revenir s'installer dans la péninsule des compensations financiers afin de pourvoir aux frais de transport et de réinstallation<sup>140</sup>.
- La loi du 30 juillet 2014 du *de facto* Conseil d'Etat de Crimée « sur la régulation des affaires d'auto-occupation des sols » propose de légaliser d'ici 2017 les occupations de terrains des Tatars de Crimée venus se réinstaller en Crimée dans les années 1990, ou de leur proposer des logements et terrains de substitution<sup>141</sup>. En 2017, le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies soutient que 55 % des personnes s'étant enregistrées auprès des autorités russes ont obtenu des terrains gratuitement<sup>142</sup>.
- La loi du 24 décembre 2014 du *de facto* Conseil d'Etat de Crimée « sur les vacances et jours historiques dans la République de Crimée » reconnaît le droit des minorités à fêter leurs propres événements historiques et religieux<sup>143</sup>.
- La loi du 20 juin 2015 du *de facto* Conseil d'Etat de Crimée « sur les mesures de soutien social des victimes de répressions politiques » accorde des droits sociaux aux victimes de la déportation<sup>144</sup>.

---

<sup>135</sup> Hélène Carrère d'Encausse, 06/1969, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 7, [url](#) ; BBC, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; France Info, 03/03/2014, [url](#)

<sup>136</sup> Hélène Carrère d'Encausse, 06/1969, [url](#) ; BBC, [url](#) ; France Info, 03/03/2014, [url](#) ;

<sup>137</sup> Hélène Carrère d'Encausse, 06/1969, [url](#)

<sup>138</sup> Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 7, [url](#) ; BBC, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; France Info, 03/03/2014, [url](#)

<sup>139</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 29-30, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ;

<sup>140</sup> *Ibid.*

<sup>141</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 29-30, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 25, [url](#)

<sup>142</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 19/09/2018, p. 26- 27, [url](#) Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 13, [url](#)

<sup>143</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 30, [url](#)

<sup>144</sup> *Ibid.*

Nonobstant, depuis l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie, au moins 9 Tatars de Crimée ont été victimes de disparitions forcées, principalement entre 2014 et 2016<sup>145</sup>.

Les Tatars de Crimée sont par ailleurs régulièrement victimes de perquisitions et d'arrestations abusives par la police locale ou les forces de sécurité russes que ce soit dans leur lieux de cultes ou à leur domicile<sup>146</sup>. Selon l'OHCHR, entre janvier 2017 et août 2019, 140 des 186 perquisitions documentées en Crimée, soit 75 %, concernent des Tatars de Crimée<sup>147</sup>. A l'issue de ces perquisitions, ils sont régulièrement arrêtés, emmenés au « Centre de lutte contre l'extrémisme » et gardés en détention plusieurs heures durant lesquelles la police procède à des photographies, à des prises d'empreintes et d'ADN sans nécessairement entamer de poursuites judiciaires<sup>148</sup>.

Les représentants du peuple tatar de Crimée, réfractaires à l'annexion par la Fédération de Russie, et leur famille, sont victimes de menaces de la part des autorités, d'interdictions d'entrer sur le sol criméen, d'arrestations, d'hospitalisations psychiatriques forcées, ainsi que de poursuites ou condamnations judiciaires, notamment pour extrémisme, terrorisme, port d'arme ou organisation d'émeutes en lien avec les manifestations du 26 février 2014<sup>149</sup>. En octobre 2017, la Russie libère plusieurs représentants tatars par l'intermédiaire de la Turquie<sup>150</sup>.

Le 26 avril 2016, le *Mejlis*, organe non-officiel de représentation du peuple tatar, élu par le *Kurultai*, le congrès du Peuple des Tatars de Crimée, est interdit pour extrémisme par la

---

<sup>145</sup> Amnesty International, 15/12/2016, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Human Rights Watch, 02/04/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/11/2014, p. 42, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/12/2014, p. 16, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/08/2015, p. 40, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 09/12/2015, p. 30, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/09/2016, p. 34, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 14, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 14, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 14, [url](#)

<sup>146</sup> Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/06/2014, p. 49, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Amnesty International, 27/03/2019, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2019, [url](#) ; Human Rights Watch, 02/04/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/06/2016, p. 45, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 35, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/12/2017, p. 35, [url](#) ; Catherine IFFLY, IFRI, 2017, p. 3, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Right Union, 05/09/2018, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Right Union, 13/09/2018, [url](#) ; Crimea SOS, 06/08/2019, [url](#) ; openDemocracy, 02/10/2019, [url](#)

<sup>147</sup> Human Rights Watch, 02/04/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 19/09/2018, p. 26, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/09/2019, p. 23-24, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 16, [url](#)

<sup>148</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 13, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/06/2016, p. 45, [url](#)

<sup>149</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/06/2014, p. 49, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p.29, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 6, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/06/2014, p. 49, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Amnesty International, 15/12/2016, [url](#) ; Amnesty International, 2016, p. 1-2, [url](#) ; Amnesty International, 12/11/2019, [url](#) ; Amnesty International, 21/11/2019, [url](#) ; Human Right Watch, 17/11/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/08/2014, p. 30, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/11/2014, p. 43, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/12/2014, p. 16, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 01/06/2015, p. 34, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 09/12/2015, p. 31, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/06/2016, p. 44, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/03/2016, p. 45, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/09/2016, p. 38, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 08/12/2016, p. 41-42, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/12/2017, p. 35, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 19/09/2018, p. 25, [url](#) ; European Union, 14/11/2019, p. 3, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 20-21, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Right Union, 14/08/2018, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Right Union, 05/09/2018, [url](#) ; Memorial Human Right Center, 23/05/2019, [url](#) ; Crimea SOS, 06/08/2019, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 18/11/2019, [url](#) ; Crimea SOS, 06/12/2019, [url](#) ; Euronews, 17/03/2015, [url](#) ; openDemocracy, 02/10/2019, [url](#)

<sup>150</sup> Le Monde, 27/10/2017, [url](#) ; Capital, 25/10/2017, [url](#)

*de facto* Cour suprême de la République de Crimée. Cette interdiction fait peser un risque de poursuites judiciaires contre les 2 500 membres des structures locales du *Mejlis*<sup>151</sup>.

Selon l'OHCHR, le nombre d'élèves suivant une scolarité en langue tatare dans la péninsule reste stable<sup>152</sup>. Néanmoins, selon le département d'Etat des Etats Unis, le nombre d'écoles enseignant exclusivement en tatar de Crimée est passé de 52 pour la rentrée scolaire 2014 à 15 pour la rentrée scolaire 2019<sup>153</sup> et, selon la direction générale pour les relations extérieures de l'Union Européenne, « le nombre d'heures dédiées à l'enseignement du tatar de Crimée a significativement baissé »<sup>154</sup>. Enfin, les professeurs de tatar ne sont plus formés dans les universités en Crimée<sup>155</sup>.

Le département d'Etat des Etats Unies dénonce aussi des pressions exercées à l'encontre des Tatars de Crimée qui souhaitent utiliser leur langue dans l'espace public ou au travail<sup>156</sup>. Par ailleurs, les Tatars de Crimée font face à d'importantes restrictions dans l'exercice de leur droit à manifester lors des fêtes ou commémorations nationales et à utiliser publiquement leurs symboles nationaux<sup>157</sup>. Les contrevenants sont poursuivis et condamnés à des amendes pour « violation de la procédure établie pour l'organisation ou la tenue de rassemblements »<sup>158</sup>. Au 1<sup>er</sup> avril 2015, la seule chaîne de télévision indépendante tatare « ATR » est dissoute, les autorités russes ayant rejeté à plusieurs reprises son dossier d'enregistrement<sup>159</sup>.

Les Tatars de Crimée, s'étant installés sans autorisation et sans permis de construire sur des terrains en Crimée, sont « particulièrement vulnérables aux saisies des autorités russes »<sup>160</sup>.

---

<sup>151</sup> Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 6, [url](#) ; BBC, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Amnesty International, 15/12/2016, [url](#) ; Amnesty International, 2016, p. 1-2, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/06/2016, p. 45, [url](#) ; Conseil de l'Europe, Assemblée Parlementaire, 12/10/2016, [url](#) ; Conseil Européen et Conseil de l'Union Européenne, 17/03/2019, [url](#) ; Organisation du Traité Atlantique Nord, 18/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 26, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2019, p. 25, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 12, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Catherine IFFLY, IFRI, 2017, p. 3, [url](#) ; Crimea SOS, 19/08/2016, [url](#) ; Democracy House, 21/08/2019, [url](#)

<sup>152</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 09/12/2015, p. 32, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 39, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2019, p. 25, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 23, [url](#)

<sup>153</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 09/12/2015, p. 32, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 19/03/2018, p. 22, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2019, p. 25, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 23, [url](#)

<sup>154</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 23, [url](#) ;

<sup>155</sup> *Ibid.*

<sup>156</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#)

<sup>157</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/06/2014, p. 55, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/08/2015, p. 40, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/09/2017, p. 31, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 16-17, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Rights Union, 19/05/2018, [url](#) ; Crimea SOS, 06/08/2019, [url](#)

<sup>158</sup> Amnesty International, 18/12/2017, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p. 31-32, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/08/2015, p. 40, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 08/12/2016, p. 41-42, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 19/03/2018, p. 22, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Rights Union, 19/05/2018, [url](#) ; Crimea SOS, 06/08/2019, [url](#)

<sup>159</sup> LesEchos, 01/04/2015, [url](#) ; Euronews, 17/03/2015, [url](#)

<sup>160</sup> Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/08/2014, p. 28, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 38, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 25, [url](#)

## 6. Respect de l'intégrité de la personne et de sa vie privée et familiale

### 6.1. Arrestations arbitraires et disparitions forcées

L'OHCHR et le département d'Etat des Etats Unis recensent plusieurs cas d'arrestations arbitraires et de détentions au secret<sup>161</sup>. Entre 2014 et 2018, l'OHCHR enquête sur 42 cas de disparitions forcées, dont 26 ont été libéré après des détentions pouvant durer jusqu'à deux semaines, 2 ont été emprisonné, 1 a été retrouvé mort et 12 sont portés disparus et présumés morts<sup>162</sup>. Les groupes d'auto-défenses de Crimée, surtout début 2014, et le FSB ensuite, sont tenus pour responsables de la majorité de ces disparitions<sup>163</sup>.

Le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies et des ONG accuse les autorités *de facto* d'avoir refusé d'ouvrir des enquêtes sérieuses sur ces disparitions et même « d'avoir souvent refusé d'enregistrer les rapports de disparitions et intimidé et menacé de détention ceux qui tentaient de rapporter ces disparitions »<sup>164</sup>. Aucune des 42 disparitions recensées n'a abouti à un procès<sup>165</sup>.

### 6.2. Conditions des détenus

Selon le ministère de la Justice ukrainien, il y avait 3 295 détenus ukrainiens en Crimée au moment de son annexion illégale par la Fédération de Russie<sup>166</sup>. La réorganisation du système pénitentiaire, organisée par la puissance occupante, et l'absence de centres de détention spécialisés entraînent le transfert vers le territoire de la Fédération de Russie, en violation du droit international humanitaire, de nombreux prisonniers ou ressortissants ukrainiens condamnés lors de l'occupation, notamment les femmes, les prisonniers condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, les mineurs ou encore certains prisonniers atteints de maladies mentales<sup>167</sup>. Depuis 2016, des négociations entre les défenseurs des droits ukrainiens et russes sont ouvertes afin de permettre le transfert des prisonniers détenus avant 2014 souhaitant regagner l'Ukraine<sup>168</sup>. Le 17 mars 2017, les négociations aboutissent au transfert de 12 prisonniers<sup>169</sup>.

L'OHCHR dénonce une détérioration des conditions de détention en Crimée depuis l'annexion de la péninsule, les prisonniers purgeant leur peine « dans des conditions relevant de traitements cruels, inhumains ou dégradants »<sup>170</sup>. Des rapports des Nations Unies dénoncent des actes de tortures dans les prisons, notamment « des électrochocs, des menaces de violences sexuelles, la suffocation, des coups avec des serviettes mouillées, des matraques, des objets en métal ou des battes »<sup>171</sup>. Entre 2018 et 2019, au moins 7 personnes trouvent la mort en détention provisoire à la suite de mauvais

---

<sup>161</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 6, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#)

<sup>162</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 14, [url](#)

<sup>163</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 6, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 6-7, [url](#)

<sup>164</sup> *Ibid.*

<sup>165</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 6, [url](#)

<sup>166</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 15-16, [url](#)

<sup>167</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 16, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/06/2014, p. 49, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/06/2016, p. 47, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 08/12/2016, p. 44, [url](#)

<sup>168</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/09/2016, p. 38-39, [url](#)

<sup>169</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 36, [url](#)

<sup>170</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 08/12/2016, p. 44, [url](#) ; Human Right House, 11/2018, p. 26, [url](#) ; Crimea SOS, 05/09/2019, [url](#) ; Crimea SOS, 04/10/2019, [url](#)

<sup>171</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/2019, p. 22-24, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 16, [url](#)

traitements ; 2 sont retrouvées attachées<sup>172</sup>. En juillet 2018, 70 détenus d'une prison à Kertch dénoncent dans une plainte collective être « systématiquement battus »<sup>173</sup>. Par ailleurs, les Nations Unies dénoncent aussi la surpopulation des centres de détention et d'incarcération en Crimée et une dégradation de l'accès aux soins des détenus<sup>174</sup>.

L'OHCHR souligne aussi d'importantes difficultés rencontrées par les prisonniers ukrainiens pour rejeter la nationalité russe, certains ayant même été menacés de mort<sup>175</sup>. Au total, 18 prisonniers ukrainiens parviennent à refuser la nationalité russe<sup>176</sup>. Néanmoins, les Nations Unies dénoncent le fait que ces détenus ont été placés à l'isolement ou dans des cellules plus petites, voire même été victimes de mauvais traitements et de violences sexuelles<sup>177</sup>. Une détenue ukrainienne en Russie, ayant rejeté la nationalité russe, raconte avoir été interdite de visites et victime de mauvais traitements et de harcèlement<sup>178</sup>. Un prisonnier ukrainien en Russie raconte avoir été contraint quotidiennement de se dénuder en extérieur par des températures glaciales, pour être ensuite battu et insulté par des gardiens<sup>179</sup>.

### 6.3. Torture

Plusieurs rapports internationaux, s'appuyant sur des expertises médicales, font état du recours à la torture, notamment par le FSB, afin d'obtenir des aveux. Les méthodes utilisées sont notamment l'électricité, les coups, différentes formes de violences sexuelles, les menaces de viol, des simulacres d'exécution, la privation de nourriture et d'eau... Des aveux obtenus par la torture ont été admis par la justice *de facto* russe et n'ont pas fait l'objet d'enquêtes malgré les plaintes déposées par certains prévenus<sup>180</sup>.

### 6.4. Respect de la vie privée et familiale

L'OHCHR et le Département d'Etat des Etats Unis dénoncent dans des rapports des perquisitions abusives à l'encontre des opposants aux autorités russes en Crimée, justifiées par des accusations controuvées notamment des soupçons de possession d'armes ou de drogues<sup>181</sup>. Par ailleurs, ces rapports dénoncent des cas de surveillances électroniques et physiques étendues, grâce « à un réseaux d'informateurs », notamment<sup>182</sup>. En 2018, le

---

<sup>172</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2019, [url](#)

<sup>173</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#)

<sup>174</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/08/2015, p. 42, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 08/12/2016, p. 44, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/03/2017, p. 36, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2019, p. 24, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 8, [url](#) ; Human Right House, 11/2018, p. 26, [url](#) ; Crimea SOS, 06/11/2019, [url](#) ; Crimea SOS, 04/02/2020, [url](#)

<sup>175</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 16, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 37, [url](#)

<sup>176</sup> Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 8, [url](#)

<sup>177</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 16, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 37, [url](#)

<sup>178</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 16, [url](#)

<sup>179</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 37, [url](#)

<sup>180</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 01/06/2015, p. 33-34, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 16/02/2016, p. 26-27, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/09/2016, p. 35, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 08/12/2016, p. 41, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/12/2017, p. 35, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 7, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 5, [url](#)

<sup>181</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 15, [url](#)

<sup>182</sup> *Ibid.*

Département d'Etat recense des cas de harcèlements des proches de personnes considérées comme des opposants par les autorités *de facto*<sup>183</sup>.

## 6.5. Respect du droit à la propriété et à la liberté d'entreprendre

A la suite de l'annexion de la péninsule, de nombreuses entreprises ukrainiennes, publiques ou privées, sont nationalisées par les autorités russes<sup>184</sup>. Des biens immobiliers appartenant à l'Etat ukrainien ou à des particuliers, notamment à des opposants ou à des défenseurs des droits de l'Homme ukrainiens, ont été saisis<sup>185</sup>. Entre mars 2014 et septembre 2018, l'OHCHR compte 4 671 « actifs immobiliers » saisis ou nationalisés par la Fédération de Russie en Crimée<sup>186</sup>. Une loi, adoptée le 28 décembre 2016, propose des compensations dans les 10 ans suivant la nationalisation du bien, excluant toute personne « accusée d'extrémisme » et calculées sur les prix du marché précédant l'annexion<sup>187</sup>.

Entre mars 2014 et septembre 2017, au moins 38 résidents de la Crimée sont inscrits sur la liste des « personnes extrémistes et terroristes » du Service Fédéral de Surveillance Financière de la Fédération de Russie limitant fortement leur droit d'effectuer des transactions financières<sup>188</sup>.

En raison de l'interdiction par les autorités ukrainiennes des transactions bancaires à destination des territoires occupés, plusieurs banques ukrainiennes ont gelé les avoirs et interdit les transactions des personnes résidant en Crimée, qui rencontrent par ailleurs d'importantes difficultés d'accès aux droits sociaux, ainsi qu'aux pensions de retraite ukrainiennes<sup>189</sup>.

## 7. Situation des personnes vulnérables

### 7.1. Minorités sexuelles et de genre

Les « minorités sexuelles et de genre » sont les personnes considérées comme appartenant à une minorité sexuelle du fait de leur orientation sexuelle et/ou à une minorité de genre du fait de leur identité de genre.

#### 7.1.1. Cadre juridique

Depuis janvier 2015, le droit russe s'applique *de facto* totalement en Crimée<sup>190</sup>.

La Fédération de Russie, membre du Conseil de l'Europe depuis 1996, ayant ratifié la Convention Européenne de Sauvegarde des droits de l'Homme en 1998, interdit constitutionnellement toute forme de discrimination, sans pour autant citer explicitement

<sup>183</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#)

<sup>184</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/08/2014, p. 30, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 24, [url](#) ; Kharkiv Human rights protection group, 2014, [url](#) ; Kharkiv Human rights protection group, 2014, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 2015, p. 16, [url](#)

<sup>185</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/07/2014, p. 38, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/12/2014, p. 17, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 12, [url](#) ; Kharkiv Human rights protection group, 2014, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 2015, p. 16, [url](#)

<sup>186</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 38, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 20/06/2018, p. 26, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 12, [url](#)

<sup>187</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 38, [url](#)

<sup>188</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 15, [url](#) ; Human Right House, 11/2018, p. 16, [url](#)

<sup>189</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/12/2018, p. 24, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 16, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 2015, p. 17, [url](#)

<sup>190</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p. 28, [url](#) ; Crimea SOS, 19/08/2016, [url](#)

les minorités sexuelles et de genre<sup>191</sup>. Néanmoins, en 2010, la Fédération de Russie refuse d'appliquer une décision de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) la condamnant pour l'interdiction de manifestations en faveur des droits de minorités sexuelles et de genre, considérant la primauté de son ordre juridique interne<sup>192</sup>. Elle dépénalise l'homosexualité en 1993 et la retire de la liste des maladies mentales en 1999<sup>193</sup>. Depuis 1997, le changement d'identité de genre est possible mais les procédures sont en réalité complexes<sup>194</sup>.

La Fédération de Russie n'a pas adopté de loi visant à interdire spécifiquement les discriminations basées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre<sup>195</sup>.

Depuis le 30 juin 2013, une loi fédérale sanctionne toute forme de « promotion des relations sexuelles non traditionnelles auprès des mineurs » par des amendes<sup>196</sup>.

Un amendement du projet de réforme constitutionnelle, adopté par le Parlement russe en mars 2020 et dans l'attente d'une approbation par référendum à la date de présente note, dispose que « le mariage est une union entre un homme et une femme »<sup>197</sup>.

### **7.1.2. Situation sociale**

L'OHCHR estime que la société a « une attitude négative et hostile » à la libre expression d'une identité LGBTI. Cette organisation internationale recense plusieurs cas de violences verbales et physiques à l'encontre de personnes LGBTI, lors desquelles leur orientation sexuelle et leur identité de genre ont constitué des « facteurs aggravants »<sup>198</sup>. Les personnes transgenres rencontrent « une situation encore plus difficile que celle des personnes homosexuelles [...], sont souvent traitées comme malades et font face à la stigmatisation, la discrimination et aux refus de soins basés sur la perception de leur identité de genre. »<sup>199</sup>.

De nombreuses personnes LGBTI ont fui la Crimée après l'annexion de la péninsule par la Russie<sup>200</sup>.

### **7.1.3. Visibilité des minorités sexuelles et de genre**

Selon l'OHCHR, aucune manifestation en faveur de la communauté LGBTI ne s'est tenue en Crimée depuis 2013 et les ONG de défenses des droits des personnes LGBTI présentes en Crimée avant l'annexion ont cessé leurs activités par crainte de persécutions<sup>201</sup>.

### **7.1.4. Attitude des autorités**

En octobre 2017, conformément à la législation russe (cf. ci-dessus), 13 municipalités en Crimée interdisent des manifestations de défenses des droits des personnes LGBTI<sup>202</sup>. En mai 2018, un hôtel fréquenté par la communauté LGBTI a fermé en raison « d'inspections

---

<sup>191</sup> DIDR, OFPRA, 31/03/2015, p. 3, [url](#)

<sup>192</sup> *Ibid.*

<sup>193</sup> *Ibid.*

<sup>194</sup> DIDR, OFPRA, 31/03/2015, p. 4, [url](#) ;

<sup>195</sup> *Ibid.*

<sup>196</sup> DIDR, OFPRA, 31/03/2015, p. 4, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 11, [url](#)

<sup>197</sup> Le Monde, 03/03/2020, [url](#) ; France info, 03/03/2020, [url](#) ; Le Monde, 11/03/2020, [url](#)

<sup>198</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/03/2017, p. 39, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 10, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Human Right House, 11/2018, p. 14, [url](#)

<sup>199</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/03/2017, p. 39, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#)

<sup>200</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Human Right House, 11/2018, p. 14, [url](#)

<sup>201</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 10, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 11, [url](#)

<sup>202</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/12/2017, p. 36, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 9, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#)

surprises continues, d'accusations d'extrémisme, d'harcèlement des autorités et d'une campagne organisée de menaces téléphoniques »<sup>203</sup>.

Plusieurs personnes LGBTI ayant subi des violences refusent de faire appel aux autorités<sup>204</sup>. D'ailleurs, selon un témoignage cité par l'OHCHR, si la communauté LGBTI « ne fait pas face à des persécutions ciblées des autorités, la police ne réagit pas aux plaintes pour harcèlement des victimes de mauvais traitements »<sup>205</sup>.

Selon l'OHCHR, la situation a empiré depuis l'application en Crimée de la loi russe de 2013 interdisant la « propagande homosexuelle »<sup>206</sup>.

## 7.2. Personnes dépendantes et/ou atteintes du VIH

Selon les autorités ukrainiennes, 806 personnes dépendantes suivaient en 2013 un traitement substitutif aux opiacés en Crimée, notamment dans le cadre d'un programme de lutte contre la dissémination du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), dont au moins 8 000 personnes étaient contaminées. Les traitements substitutifs aux opiacés étant interdits en Russie, les autorités occupantes ont mis fin aux programmes le 6 mai 2014<sup>207</sup>. L'OHCHR enregistre une détérioration de la santé de plusieurs patients et 30 décès liés à l'arrêt de cette médication entre mai 2014 et mai 2015<sup>208</sup>. Le Centre de prévention et de lutte contre SIDA<sup>209</sup> en Crimée enregistre 1 417 nouvelles contaminations par le VIH durant les 9 premiers mois de l'année 2016, dont 25 % sont dues à l'usage de drogue, et 1 006 en 2017<sup>210</sup>.

Par ailleurs, l'OHCHR est préoccupé par les différences de prises en charge du SIDA, ayant contraint plusieurs patients atteints à changer leur traitement. Selon les autorités ukrainiennes, 115 personnes atteintes du VIH ont rejoint le territoire sous contrôle ukrainien afin de continuer leur traitement<sup>211</sup>.

## 8. Effectivité de la protection des autorités

### 8.1. Impunité des forces de l'ordre et « d'autodéfense »

La loi n°22-ZRK adoptée le 11 juin 2014 par le *de facto* Conseil d'Etat de Crimée légalise les « groupes d'autodéfenses », des milices pro-russes ayant joué un rôle important dans la prise de pouvoir russe sur la péninsule en 2014 au mépris de graves violations des droits humains. Cette loi les autorise notamment à appuyer la police dans des missions d'ordre public avec un possible recours à la force<sup>212</sup>.

Par ailleurs en 2014, deux projets de lois sont déposés auprès du *de facto* Conseil d'Etat de Crimée et du Parlement de la Fédération de Russie visant à accorder une immunité totale pour les crimes commis par les « groupes d'autodéfenses » en 2014, considérant

---

<sup>203</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#)

<sup>204</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/03/2017, p. 39, [url](#)

<sup>205</sup> *Ibid.*

<sup>206</sup> Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 11, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#)

<sup>207</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p. 27-28, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 01/06/2015, p. 36, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/07/2014, p. 39, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p. 27-28, [url](#)

<sup>208</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 29, [url](#)

<sup>209</sup> Syndrome de l'Immunodéficience Humaine Acquise.

<sup>210</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 11, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 29, [url](#)

<sup>211</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 11, [url](#)

<sup>212</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 27, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/08/2014, p. 30, [url](#)



ces crimes comme des « actes d'extrêmes nécessités »<sup>213</sup>. Dans tous les cas, les violations des droits de l'Homme commises tant par les forces de sécurité russes, que par les forces d'autodéfenses demeurent à la date de la présente note peu investiguées et impunies<sup>214</sup>.

## 8.2. Violation du droit à un procès équitable et non-rétroactivité des lois

Selon plusieurs rapports internationaux, le système judiciaire *de facto* russe manque d'indépendance et est soumis au pouvoir exécutif, n'hésitant pas à ouvrir des affaires contre l'opposition pour des motifs politiques<sup>215</sup>. Par ailleurs, selon l'OHCHR, les tribunaux et les forces de l'ordre en Crimée sous administration *de facto* russe ont violé de façon régulière « la présomption d'innocence, le droit à l'information sans délai sur la nature et la cause des poursuites, le droit à se défendre soi-même ou d'être assisté par l'avocat de son choix, le droit d'appel ou de réexamen, le droit d'être entendu par un tribunal indépendant et impartial et le droit à ne pas être contraint de témoigner contre soi-même ou de confesser sa culpabilité »<sup>216</sup>.

Plusieurs rapports d'ONG et d'organisations internationales dénoncent de nombreuses violations du droit à la défense, des prévenus étant interrogés, voire condamnés, sans avoir accès à un conseil juridique. Par ailleurs, plusieurs avocats de membres de l'opposition sont soumis au harcèlement des autorités, à des menaces de poursuites similaires à leurs clients pour avoir défendu leurs actes, voire à des perquisitions durant lesquelles des documents liés à leur profession sont saisis<sup>217</sup>. Le 14 février 2017, la Cour suprême de la *de facto* République de Crimée, saisie par l'avocat Nikolai POLOZOV, a considéré que l'interrogatoire de ce dernier par la FSB comme témoin dans une affaire qu'il défendait, ne portait pas atteinte au droit à la défense<sup>218</sup>. Par ailleurs, plusieurs accusés tatars ont été invités par la FSB à changer d'avocats, leur expliquant qu'un avocat « pro-ukrainien serait dommageable à leur défense »<sup>219</sup>. En 2019, selon l'ONG Ukrainian Helsinki Human Rights Union, « 60% des avocats ont été obligés de cesser leurs activités professionnelles » en Crimée<sup>220</sup>.

Enfin, la loi fédérale russe du 5 mai 2014 n°91-FZ « sur l'application des normes du Code Pénal de la Fédération de Russie et du Code de Procédures Pénales de la Fédération de

---

<sup>213</sup> Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 27, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 17/08/2014, p. 30, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/11/2014, p. 43, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 12, [url](#)

<sup>214</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/06/2014, p. 50, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 23, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 23, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Rights Union, 21/10/2018, [url](#)

<sup>215</sup> Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/09/2017, p. 30, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 3, [url](#) ; Human Right House, 11/2018, p. 25-26, [url](#) ; Crimea SOS, 04/10/2019, [url](#)

<sup>216</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 10, [url](#)

<sup>217</sup> Amnesty International, 21/11/2019, [url](#) ; Amnesty International, 2016, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; République d'Irlande, House of the Oireachtas, 22/06/2017, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 34-35, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/03/2019, p. 22, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 11, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/03/2017, p. 35, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/03/2019, p. 23, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et Human Rights Standards In the Legal Practice of Advocates and Judges, 2018, p. 18-29, [url](#) ; Ukrainian Helsinki Human Right Union, 06/12/2018, [url](#) ; Memorial Human Right Center, 07/12/2018, [url](#)

<sup>218</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 35-36 ; [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/03/2017, p. 35, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et Human Rights Standards In the Legal Practice of Advocates and Judges, 2018, p. 18-29, [url](#)

<sup>219</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 4, [url](#)

<sup>220</sup> Ukrainian Helsinki Human Rights Union, 01/03/2019, [url](#)

Russie dans les territoires de la République de Crimée et de la ville fédérale de Sébastopol » autorise l'application de dispositions pénales russes pour des faits antérieurs à l'annexion portant gravement atteinte au principe de non-rétroactivité des lois<sup>221</sup>. En effet, des prisonniers ukrainiens en détentions provisoires ou en attente d'appel ont été jugés sur la base de lois russes alors même qu'elles n'étaient pas en vigueur au moment de la commission des faits ou de l'engagements des poursuites<sup>222</sup>. De plus, la Fédération de Russie a entamé des poursuites et condamné des manifestants pro-ukrainiens ayant participé à la manifestation du 26 février 2014, mais aussi des partisans du groupe religieux « Hizb ut-Tahrir » pour terrorisme en raison de publications sur les réseaux sociaux antérieures l'annexion, alors que même que le groupe n'était pas interdit en Ukraine<sup>223</sup>.

### 8.3. Corruption

De nombreux rapports dénoncent des cas de corruption à toutes les échelles de l'administration *de facto* russe en Crimée, dont plusieurs membres de la haute administration et du gouvernement<sup>224</sup>. A titre d'exemple, le 17 octobre 2018, la police russe arrête le Vice-Premier ministre de la République de Crimée pour avoir reçu d'importants pots-de-vin lors du chantier du pont de Kertch<sup>225</sup>.

---

<sup>221</sup> Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/06/2014, p. 48-49, [url](#) ; Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, 13/04/2016, p. 25, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 10, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 10, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 3, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 5-6, [url](#) ; Kharkiv Human rights protection group, 2014, [url](#)

<sup>222</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 34-35, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 16, [url](#)

<sup>223</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2017, p. 34-35, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 19/09/2018, p. 25, [url](#) ; Catherine IFFLY, IFRI, 2017, p. 10, [url](#) ; Memorial Human Rights Center, 24/05/2018, [url](#)

<sup>224</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Catherine IFFLY, IFRI, p. 7, 2017, [url](#)

<sup>225</sup> *Ibid.*

## Chronologie des principaux événements survenus en Crimée depuis 2013

**Novembre 2013** : Début des manifestations sur la place Maidan à Kiev dénonçant le refus du président Viktor IANOUKOVITCH de signer l'accord d'association avec l'Union Européenne<sup>226</sup>.

**22 février 2014** : Fuite du président ukrainien pro-russe Viktor IANOUKOVITCH<sup>227</sup>.

**23 février 2014** : Sébastopol : démission des représentants ukrainiens et nomination d'autorités pro-russes à l'issue d'une manifestation<sup>228</sup>

**26 février 2014** : des affrontements violents entre des manifestants pro-ukrainiens et pro-russes devant le Parlement à Simféropol (République Autonome de Crimée) causent 2 morts et 70 blessés. Dans la nuit, des hommes armés envahissent le Parlement de Crimée et contraignent les parlementaires à démettre les autorités ukrainiennes et à élire Sergueï AKSYONOV à la tête de l'exécutif de la péninsule<sup>229</sup>.

**1<sup>er</sup> mars 2014** : Vladimir POUTINE obtient l'accord du Parlement russe pour recourir à la force en Ukraine ; manifestations pro-russes dans l'Est de l'Ukraine<sup>230</sup>.

**6 mars 2014** : Le pouvoir législatif *de facto* en Crimée vote la tenue d'un référendum sur l'accession de la Crimée à la Fédération de Russie<sup>231</sup>.

**11 mars 2014** : Proclamation de l'indépendance de la République de Crimée<sup>232</sup>.

**16 mars 2014** : Tenue du référendum sur le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie. Selon les résultats officiels, les partisans du rattachement l'emportent à 96,8 % avec une participation de 85 %<sup>233</sup>.

**18 mars 2014** : Signature du traité « d'accession de la République de Crimée à la Fédération de Russie »<sup>234</sup>.

**21 mars 2014** : le Parlement russe vote la loi constitutionnelle « sur l'Accession de la République de Crimée à la Fédération de Russie et la création des nouvelles entités constituantes de la République de Crimée et de la Ville d'importance Fédérale de Sébastopol à l'intérieur de la Fédération de Russie »<sup>235</sup>.

**18 avril 2014** : Date limite d'enregistrement des demandes de refus de la nationalité russe pour les habitants ukrainiens enregistrés en Crimée<sup>236</sup>.

---

<sup>226</sup> France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 12/2019, [url](#)

<sup>227</sup> Universalis, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 3, [url](#)

<sup>228</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 4, [url](#) ; France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 12/2019, [url](#) ; République de Lituanie, Ministère des Affaires Etrangères, 23/09/2019, [url](#)

<sup>229</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 4, [url](#) ; Catherine IFFLY, IFRI, 2017, p. 10, [url](#)

<sup>230</sup> Universalis, [url](#)

<sup>231</sup> Universalis, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 4, [url](#)

<sup>232</sup> Universalis, [url](#)

<sup>233</sup> Universalis, [url](#) ; France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 12/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 4, [url](#)

<sup>234</sup> Universalis, [url](#)

<sup>235</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 4, [url](#)

<sup>236</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 8, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Human Rights Watch, 16/11/2014, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/05/2014, p. 28, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée

**Mai 2014** : Arrêt de l'approvisionnement en eau de la Crimée par le canal du Nord de la Crimée<sup>237</sup>.

**10 mai 2014** : Arrestation du réalisateur Oleg SENTSOV, opposant à l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie<sup>238</sup>.

**Septembre 2014** : « Russie Unie » remporte la majorité des sièges au *de facto* Conseil d'Etat de Crimée<sup>239</sup>.

**Octobre 2014** : Sergueï AKSYONOV est élu chef *de facto* de la République de de Crimée<sup>240</sup>.

**Septembre 2015 à janvier 2016** : Blocus des marchandises et contrôle de la circulation en Crimée par des nationalistes ukrainiens, des bataillons de volontaires et des Tatars de Crimée<sup>241</sup>.

**26 avril 2016** : Interdiction du *Mejlis*, organe non-officiel de représentation du peuple tatar de Crimée par la *de facto* Cour suprême de la République de Crimée<sup>242</sup>.

**Août 2016** : les autorités russes arrêtent plusieurs ressortissants ukrainiens accusés de planifier des opérations de sabotages pour le renseignement militaire ukrainien<sup>243</sup>.

**18 septembre 2016** : Tenue des élections législatives russes en Crimée<sup>244</sup>.

**Juin 2017** : Dissolution des 22 congrégations des Témoins de Jéhovah en Crimée pour extrémisme et début des poursuites judiciaires à l'encontre des 8 000 fidèles<sup>245</sup>.

**18 mars 2018** : Tenue de l'élection présidentielle russe en Crimée<sup>246</sup>.

---

générale, 02/08/2019, p. 4, [url](#) ; Crimea SOS, 19/08/2016, [url](#) ; Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, 04/2017, p. 38, [url](#)

<sup>237</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 29, [url](#)

<sup>238</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/07/2014, p. 38, [url](#) ; Human Right Watch, 17/01/2019, [url](#) ; Conseil Européen et Conseil de l'Union Européenne, 17/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/2019, p. 24, [url](#)

<sup>239</sup> Freedom House, 28/01/2019, [url](#)

<sup>240</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#)

<sup>241</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 09/12/2015, p. 29, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/03/2016, p. 47-48, [url](#)

<sup>242</sup> Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 6, [url](#) ; BBC, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/11/2014, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Amnesty International, 15/12/2016, [url](#) ; Amnesty International, 2016, p. 1-2, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 03/06/2016, p. 45, [url](#) ; Conseil de l'Europe, Assemblée Parlementaire, 12/10/2016, [url](#) ; Conseil Européen et Conseil de l'Union Européenne, 17/03/2019, [url](#) ; Organisation du Traité Atlantique Nord, 18/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 10/09/2018, p. 26, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/06/2019, p. 25, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, 02/08/2019, p. 12, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Catherine IFFLY, IFRI, 2017, p. 3, [url](#) ; Crimea SOS, 19/08/2016, [url](#) ; Democracy House, 21/08/2019, [url](#)

<sup>243</sup> Universalis, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 15/09/2016, p. 34, [url](#)

<sup>244</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 8, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Conseil de l'Europe, Assemblée Parlementaire, 12/10/2016, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 08/12/2016, p. 45-46, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 20/06/2018, p. 25, [url](#)

<sup>245</sup> Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2017, p. 19-20, [url](#) ; SOVA Center, 24/04/2018, [url](#) ; Etats-Unis, Department of State, 05/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 25/09/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/09/2017, p. 32, [url](#) ; Forum 18, 24/07/2017, [url](#) ; Forum 18, 02/04/2019, [url](#)

<sup>246</sup> Etats-Unis, Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, 10/11/2016, p. 8, [url](#) ; Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; Conseil de l'Europe, Assemblée Parlementaire, 12/10/2016, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 08/12/2016, p. 45-46, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 20/06/2018, p. 25, [url](#)

**Mai 2018** : Mise en service du pont routier de Kertch, reliant la Russie et la Crimée<sup>247</sup>.

**17 octobre 2018** : Fusillade faisant 20 morts à l'école polytechnique de Kertch<sup>248</sup>.

**25 novembre 2018** : Les garde-côtes russes abordent trois vaisseaux de la marine nationale ukrainienne tentant de franchir le détroit de Kertch et emprisonne 24 marins ukrainiens<sup>249</sup>.

**Fin 2018** : Construction d'une clôture sécurisée sur la bordure administrative séparant la Crimée de l'Ukraine continentale<sup>250</sup>.

**11 juillet 2019** : Mikhaïl Vladimirovitch RAZVOJAEV est nommé *de facto* gouverneur de la ville d'importance fédérale de Sébastopol<sup>251</sup>.

**7 septembre 2019** : la Russie et l'Ukraine échange 70 prisonniers dont Oleg SENTSOV et les 35 marins arrêtés en novembre 2018<sup>252</sup>.

**Décembre 2019** : Mise en service du pont ferroviaire de Kertch, reliant la Russie et la Crimée<sup>253</sup>.

---

<sup>247</sup> Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; France, Ambassade de France en Ukraine, 20/02/2019, [url](#) ; Le Monde Diplomatique, 01/2019, [url](#)

<sup>248</sup> Universalis, [url](#) ; BFM, 18/10/2018, [url](#) ; RTL, 17/10/2018, [url](#)

<sup>249</sup> Freedom House, 28/01/2019, [url](#) ; France, Ambassade de France en Ukraine, 20/02/2019, [url](#) ; Universalis, [url](#) ; Organisation du Traité Nord Atlantique, 06/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/03/2019, p.21-22, [url](#) ; Conseil Européen et Conseil de l'Union Européenne, 17/03/2019, [url](#) ; Organisation du Traité Atlantique Nord, 18/03/2019, [url](#) ; Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 12/2019, p. 21-22, [url](#) ; Le Monde Diplomatique, 01/2019, [url](#)

<sup>250</sup> Euronews, 28/12/2018, [url](#)

<sup>251</sup> Gouvernement de la ville de Sébastopol, [url](#) ; Assemblée législative de la ville de Sébastopol, [url](#) ; Fédération de Russie, Président de Russie, 11/07/20019, [url](#) ; Ridvan BARI URCOSTA, 29/07/2019, [url](#)

<sup>252</sup> Crimea SOS, 04/10/2019, [url](#) ; France culture, 07/09/2019, [url](#)

<sup>253</sup> Warsaw Institute, 30/12/2019, [url](#) ; Euronews, 25/12/2019, [url](#) ; Radio France International, 23/12/2019, [url](#) ; Le Monde, 23/12/2019, [url](#)

## Carte de la Crimée<sup>254</sup>



<sup>254</sup> France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 03/2019, [url](#)

## Bibliographie

(Sites web consultés en février et mars 2020)

### Document DIDR

DIDR, « Fédération de Russie : La situation des minorités sexuelles et des minorités de genre », OFPRA, 31/03/2015

[https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/25\\_didr\\_federation\\_de\\_russie\\_situation\\_des\\_minorites\\_sexuelles\\_et\\_des\\_minorites\\_de\\_genre\\_ofpra\\_03042015.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/25_didr_federation_de_russie_situation_des_minorites_sexuelles_et_des_minorites_de_genre_ofpra_03042015.pdf)

### Textes juridiques

Assemblée législative de la ville de Sébastopol, « Закон города Севастополя от 14 апреля 2014 года № 1-3С "Устав города Севастополя" » [Loi de la ville de Sébastopol du 14 avril 2014 n° 1-3S "Charte de la ville de Sébastopol"], 14/04/2014

[https://sevzakon.ru/view/laws/bank/aprel\\_2014/ustav\\_goroda\\_sevastopolya/tekst\\_zakona/](https://sevzakon.ru/view/laws/bank/aprel_2014/ustav_goroda_sevastopolya/tekst_zakona/)

Assemblée législative de la ville de Sébastopol, « Закон города Севастополя от 29 ноября 2016 года № 292-3С "О внесении изменений в Устав города Севастополя" » [Loi de la ville de Sébastopol du 29 novembre 2016 n° 292-3 "portant modification de la charte de la ville de Sébastopol"], 11/29/2016

[http://sevzakon.ru/view/laws/bank/14402/zakon\\_n\\_292\\_zs\\_ot\\_29\\_11\\_2016/19626/](http://sevzakon.ru/view/laws/bank/14402/zakon_n_292_zs_ot_29_11_2016/19626/)

### Organisations intergouvernementales

Conseil européen et conseil de l'Union Européenne, « Mesures restrictives de l'UE en réaction à la crise en Ukraine », 19/12/2019

<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/ukraine-crisis/>

Nations Unies, Assemblée Générale, "General Assembly Adopts Resolution Urging Russian Federation to Withdraw Its Armed Forces from Crimea, Expressing Grave Concern about Growing Military Presence", 09/12/2019

<https://www.un.org/press/en/2019/ga12223.doc.htm>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Report on the human rights situation in Ukraine 16 August to 15 November 2019 », 12/2019

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/28thReportUkraine\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/28thReportUkraine_EN.pdf)

European Union, "EU Statement on "Russia's Ongoing Aggression against Ukraine and Illegal Occupation of Crimea", 14/11/2019

<https://www.osce.org/permanent-council/439562?download=true>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report on the human rights situation in Ukraine from 16 May to 15 August 2019", 17/09/2019

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraine16May-15Aug2019\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraine16May-15Aug2019_EN.pdf)

Nations Unies, Assemblée générale, "Situation of human rights in the Autonomous Republic of Crimea and the city of Sevastopol, Ukraine", 02/08/2019

[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A\\_74\\_276\\_E.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A_74_276_E.pdf)

Conseil européen et Conseil de l'Union Européenne, « Annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol: l'UE proroge d'un an les sanctions », 20/06/2019

<https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/06/20/illegal-annexation-of-crimea-and-sevastopol-eu-extends-sanctions-by-one-year/>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report on the human rights situation in Ukraine from 16 February to 15 May 2019", 13/06/2019

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraine16Feb-15May2019\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraine16Feb-15May2019_EN.pdf)

OSCE, Office of the OSCE Representative on Freedom of the Media, "OSCE Media Freedom Representative condemns arrest of citizen journalists in Crimea, calls for their immediate release", 17/04/2019

<https://www.osce.org/representative-on-freedom-of-media/417461>

Organisation du Traité Atlantique Nord, "Déclaration du Conseil de l'Atlantique Nord sur la Crimée", 18/03/2019

[https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news\\_164656.htm?selectedLocale=fr](https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_164656.htm?selectedLocale=fr)

Conseil Européen et Conseil de l'Union Européenne, « Déclaration de la haute représentante, Mme Federica Mogherini, au nom de l'UE, sur la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol », 17/03/2019

<https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/03/17/declaration-by-the-high-representative-federica-mogherini-on-behalf-of-the-eu-on-the-autonomous-republic-of-crimea-and-the-city-of-sevastopol/>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report on the human rights situation in Ukraine 16 November 2018 to 15 February 2019", 12/03/2019

<https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraine16Nov2018-15Feb2019.pdf>

Organisation du Traité Nord Atlantique, « La Commission OTAN-Ukraine fait le point sur la situation en Crimée », 06/03/2019

[https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news\\_164265.htm?selectedLocale=fr](https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_164265.htm?selectedLocale=fr)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Report on the human rights situation in Ukraine 16 August to 15 November 2018 », 17/12/2018

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/24thReportUkraineAugust\\_November2018\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/24thReportUkraineAugust_November2018_EN.pdf)

Conseil de l'Europe, Plateforme pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes, « Le Procureur de Crimée ouvre une enquête criminelle à l'encontre du journaliste Mykola Semena », 28/09/2018

[https://www.coe.int/fr/web/media-freedom/detail-alert?p\\_p\\_id=sojdashboard\\_WAR\\_coesoportlet&p\\_p\\_lifecycle=0&p\\_p\\_col\\_id=column-3&p\\_p\\_col\\_count=7&sojdashboard\\_WAR\\_coesoportlet\\_alertPK=39819377](https://www.coe.int/fr/web/media-freedom/detail-alert?p_p_id=sojdashboard_WAR_coesoportlet&p_p_lifecycle=0&p_p_col_id=column-3&p_p_col_count=7&sojdashboard_WAR_coesoportlet_alertPK=39819377)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report on the human rights situation in Ukraine 16 May to 15 August 2018", 19/09/2018

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineMay-August2018\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineMay-August2018_EN.pdf)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report on the situation of human rights in the temporarily occupied Autonomous Republic of Crimea and the city of Sevastopol, Ukraine 13 September 2017 to 30 June 2018", 10/09/2018

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/CrimeaThematicReport10Sept2018\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/CrimeaThematicReport10Sept2018_EN.pdf)



Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report on the human rights situation in Ukraine 16 February to 15 May 2018", 20/06/2018

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineFev-May2018\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineFev-May2018_EN.pdf)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights Report on the human rights situation in Ukraine 16 November 2017 to 15 February 2018", 19/03/2018

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineNov2017-Feb2018\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineNov2017-Feb2018_EN.pdf)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Report on the human rights situation in Ukraine 16 August to 15 November 2017 », 12/12/2017

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport20th\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport20th_EN.pdf)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Situation of human rights in the temporarily occupied Autonomous Republic of Crimea and the city of Sevastopol (Ukraine)", 25/09/2017

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Crimea2014\\_2017\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Crimea2014_2017_EN.pdf)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Un rapport des Nations Unies détaille de graves violations des droits de l'homme en Crimée occupée par la Russie », 25/09/2017

<https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22140&LanglD=F>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Report on the human rights situation in Ukraine 16 May to 15 August 2017 », 12/09/2017

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport19th\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport19th_EN.pdf)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Report on the human rights situation in Ukraine 16 February to 15 May 2017 », 13/06/2017

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport18th\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport18th_EN.pdf)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Report on the human rights situation in Ukraine 16 November 2016 to 15 February 2017 », 15/03/2017

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport17th\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport17th_EN.pdf)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report on the human rights situation in Ukraine 16 August to 15 November 2016", 08/12/2016

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport16th\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport16th_EN.pdf)

Conseil de l'Europe, Assemblée Parlementaire, « Conséquences politiques de l'agression russe en Ukraine », 12/10/2016

<https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-FR.asp?fileid=23166&lang=FR>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report on the human rights situation in Ukraine 16 May to 15 August 2016", 15/09/2016

<https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Ukraine15thReport.pdf>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report on the human rights situation in Ukraine 16 February to 15 May 2016", 03/06/2016

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Ukraine\\_14th\\_HRMMU\\_Report.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Ukraine_14th_HRMMU_Report.pdf)

Union Européenne, Parlement européen, Direction générale pour les politiques extérieures, « The situation of national minorities in Crimea following its annexation by Russia », 13/04/2016

[http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/578003/EXPO\\_STU\(2016\)578003\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/578003/EXPO_STU(2016)578003_EN.pdf)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report on the human rights situation in Ukraine 16 November 2015 to 15 February 2016", 03/03/2016

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Ukraine\\_13th\\_HRMMU\\_Report\\_3March2016.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Ukraine_13th_HRMMU_Report_3March2016.pdf)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights Conflict-Related Sexual Violence in Ukraine 14 March 2014 to 31 January 2017", 16/02/2016

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportCRSV\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportCRSV_EN.pdf)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report on the human rights situation in Ukraine 16 August to 15 November 2015", 09/12/2015

<https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/12thOHCHRreportUkraine.pdf>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report on the human rights situation in Ukraine 16 May to 15 August 2015", 15/08/2015

<https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/11thOHCHRreportUkraine.pdf>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report on the human rights situation in Ukraine 16 February to 15 May 2015", 01/06/2015

<https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/10thOHCHRreportUkraine.pdf>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights », 15/02/2015

<https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/9thOHCHRreportUkraine.pdf>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Report on the human rights situation in Ukraine », 15/12/2014

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/OHCHR\\_eighth\\_report\\_on\\_Ukraine.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/OHCHR_eighth_report_on_Ukraine.pdf)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Report on the human rights situation in Ukraine », 15/11/2014

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/OHCHR\\_sixth\\_report\\_on\\_Ukraine.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/OHCHR_sixth_report_on_Ukraine.pdf)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Report on the human rights situation in Ukraine », 17/08/2014

<https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UkraineReport28August2014.pdf>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Report on the human rights situation in Ukraine », 15/07/2014

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Ukraine\\_Report\\_15July2014.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Ukraine_Report_15July2014.pdf)

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Report on the human rights situation in Ukraine », 15/06/2014

<https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/HRMMUReport15June2014.pdf>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Report on the human rights situation in Ukraine », 15/05/2014

<https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/HRMMUReport15May2014.pdf>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, « Report on the human rights situation in Ukraine », 15/04/2014

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Ukraine\\_Report\\_15April2014.doc](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Ukraine_Report_15April2014.doc)

## Institutions nationales

France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, « Situation en Ukraine : la position de la France », 12/2019

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/ukraine/situation-en-ukraine-la-position-de-la-france/>

République de Lituanie, Ministère des Affaires Etrangères, « Rappel de la situation en Crimée lors d'une réunion de l'UNESCO », 23/09/2019

<http://www.urm.lt/default/fr/news/rappel-de-la-situation-en-crimee-lors-dune-reunion-de-lunesco>

Fédération de Russie, Président de Russie, "Executive order on early resignation of Governor of Sevastopol", 11/07/20019

<http://en.kremlin.ru/acts/news/60986#sel=1:1:WS1,2:26:xjV>

Etats-Unis, Department of State, "2018 Report on International Religious Freedom: Ukraine: Crimea", 05/2019

<https://www.state.gov/reports/2018-report-on-international-religious-freedom/ukraine/crimea/>

Etats-Unis, Department of State, "2018 Country Reports on Human Rights Practices: Ukraine (Crimea)", 13/03/2019

<https://www.state.gov/reports/2018-country-reports-on-human-rights-practices/ukraine/ukraine-crimea/>

France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, « Crimée », 03/2019

[https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/jpg/crimee\\_cle41a4e2.jpg](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/jpg/crimee_cle41a4e2.jpg)

France, Ambassade de France en Ukraine, « Situation en Crimée : nous appelons la Russie à respecter ses engagements internationaux - Intervention de M. François Delattre, représentant permanent de la France auprès des Nations unies », 20/02/2019

<https://ua.ambafrance.org/Situation-en-Crimee-nous-appelons-la-Russie-a-respecter-ses-engagements>

République d'Irlande, House of the oireacvhtas, "SITUATION IN THE AUTONOMOUS REPUBLIC OF CRIMEA AND THE CITY OF SEVASTOPOL (UKRAINE)", 22/06/2017

[https://data.oireachtas.ie/ie/oireachtas/committee/dail/32/joint\\_committee\\_on\\_foreign\\_affairs\\_and\\_trade\\_and\\_defence/submissions/2017/2017-06-22\\_opening-statement-olena-shaloput-crimea\\_en.pdf](https://data.oireachtas.ie/ie/oireachtas/committee/dail/32/joint_committee_on_foreign_affairs_and_trade_and_defence/submissions/2017/2017-06-22_opening-statement-olena-shaloput-crimea_en.pdf)

Etats-Unis, Commission on security and cooperation in Europe, "Ongoing Human Rights and Security Violations in Russian-occupied Crimea", 10/11/2016

<https://www.csce.gov/sites/helsinkicommission.house.gov/files/Crimea%20Briefing%20Transcript%202016.pdf>

State Statistics Committee of Ukraine, "About number and composition population of SEVASTOPOL' CITY COUNCIL by data All-Ukrainian Population Census 2001", 2001

<http://2001.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/Sevastopol/>

State Statistics Committee of Ukraine, "About number and composition population of AUTONOMOUS REPUBLIC OF CRIMEA by data All-Ukrainian population census 2001", 2001 <http://2001.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/Crimea/>

## Organisations non gouvernementales

Crimea SOS, "CRIMEA SITUATION REPORT. JANUARY 2020", 04/02/2020 <https://krymsos.com/en/reports/analitichni-zviti-po-krimu/oglyad-situatsiyi-v-krimu-sichen-2020/>

Crimea SOS, "CRIMEA SITUATION REPORT. DECEMBER 2019", 02/01/2020 <https://krymsos.com/en/reports/analitichni-zviti-po-krimu/5e0e3eb824a9c/>

Crimea SOS, "CRIMEA SITUATION REPORT. NOVEMBER 2019", 06/12/2019 <https://krymsos.com/en/reports/analitichni-zviti-po-krimu/5dea045a3282c/>

Amnesty International, « Crimée. Loin des regards de la communauté internationale, la situation en matière de droits humains se détériore rapidement », 21/11/2019 <https://www.amnesty.org/download/Documents/EUR5058862017FRENCH.pdf>

Kharkiv Human Rights Protection Group, "Russia begins show trial of Crimean Tatar civic activists and journalists", 18/11/2019 <http://khp.org/en/index.php?id=1573865319>

Amnesty International, "Russia: Emir-Usein Kuku and five co-defendants from occupied Crimea slapped with long sentences", 12/11/2019 <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/11/russia-emir-usein-kuku-and-five-co-defendants-from-occupied-crimea-slapped-with-long-sentences/>

Crimea SOS, "CRIMEA SITUATION REPORT. OCTOBER 2019", 06/11/2019 <https://krymsos.com/en/reports/analitichni-zviti-po-krimu/5dc28df344914/>

Forum 18, "CRIMEA: Four months in Russian prison punishment cell", 30/10/2019 [http://www.forum18.org/archive.php?article\\_id=2518](http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2518)

SOVA Center, "Brief Report on Misuse of Anti-Extremist Legislation in January–August 2019", 07/10/2019 <https://www.sova-center.ru/en/misuse/reports-analyses/2019/10/d41547/>

Crimea SOS, "Crimea situation report. September 2019", 04/10/2019 <https://krymsos.com/en/reports/analitichni-zviti-po-krimu/oglyad-situatsiyi-v-krimu-veresen-2019/>

Amnesty International, « UN TATAR DE CRIMÉE ENFIN LIBRE », 11/09/2019 <https://www.amnesty.org/download/Documents/EUR4610352019FRENCH.pdf>

Crimea SOS, « Crimea situation report. August 2019 », 05/09/2019 <https://krymsos.com/en/reports/analitichni-zviti-po-krimu/5d70a297e30aa/>

Amnesty International, « En Ukraine, liberté pour un défenseur des droits humains », 01/09/2019 <https://www.amnesty.fr/actions-mobilisation/en-ukraine-liberte-pour-un-defenseur-des-droits-humains1>

Democracy House, « Human rights situation in the occupied Crimea », 21/08/2019  
<http://www.democracyhouse.com.ua/en/2019/human-rights-situation-in-the-occupied-crimea/>

Crimea SOS, « Crimea situation report. July 2019 », 06/08/2019  
<https://krymsos.com/en/reports/analitichni-zviti-po-krimu/5d496218097a6/>

Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, "Crimea beyond rules: Religious Occupation: Oppression of the Ukrainian Orthodox Church of the Kyiv Patriarchate", 08/2019  
[https://precedent.crimea.ua/wp-content/uploads/2019/08/SBR\\_religious\\_occupation.pdf](https://precedent.crimea.ua/wp-content/uploads/2019/08/SBR_religious_occupation.pdf)

Memorial Human Rights Center, "Five convicted of involvement in Hizb ut-Tahrir in Crimea are political prisoners, Memorial says", 22/07/2019  
[https://memohrc.org/en/news\\_old/five-convicted-involvement-hizb-ut-tahrir-crimea-are-political-prisoners-memorial-says](https://memohrc.org/en/news_old/five-convicted-involvement-hizb-ut-tahrir-crimea-are-political-prisoners-memorial-says)

Human Rights Watch, « Crimée : Arrestations abusives par les autorités russes », 12/07/2019  
<https://www.hrw.org/fr/video-photos/video/2019/07/12/crimee-arrestations-abusives-par-les-autorites-russes>

SOVA Center, "Nationalism and Xenophobia in May 2019", 11/06/2019  
<https://www.sova-center.ru/en/xenophobia/news-releases/2019/06/d41126/>

Memorial Human Rights Center, "The FSB is making a large number of arrests in an attempt to close down the Crimean Tatars' human rights movement", 23/05/2019  
[https://memohrc.org/en/news\\_old/fsb-making-large-number-arrests-attempt-close-down-crimean-tatars-human-rights-movement](https://memohrc.org/en/news_old/fsb-making-large-number-arrests-attempt-close-down-crimean-tatars-human-rights-movement)

SOVA Center, "Inappropriate Enforcement of Anti-Extremist Legislation in Russia in 2018", 24/04/2019  
<https://www.sova-center.ru/en/misuse/reports-analyses/2019/04/d40937/>

SOVA Center, "Freedom of Conscience in Russia: Restrictions and Challenges in 2018", 17/04/2019  
<https://www.sova-center.ru/en/religion/publications/2019/04/d40912/>

Forum 18, "CRIMEA: Raids, another criminal case, four appeals", 02/04/2019  
[http://www.forum18.org/archive.php?article\\_id=2466](http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2466)

Human Rights Watch, "Ukraine: Escalating Pressure on Crimean Tatars", 02/04/2019  
<https://www.hrw.org/news/2019/04/02/ukraine-escalating-pressure-crimean-tatars>

Amnesty International, « Crimée. Au moins 20 personnes arrêtées lors d'une nouvelle opération de répression visant la minorité tatare de Crimée », 27/03/2019  
<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/03/crimea-at-least-20-people-detained-in-a-new-crackdown-against-crimean-tatar-minority/>

Ukrainian Helsinki Human Rights Union, "5 years of resistance in Crimea: figures and facts", 01/03/2019  
<https://helsinki.org.ua/en/articles/5-years-of-resistance-in-crimea-figures-and-facts/>

Kharkiv Human Rights Protection Group, « Ukrainian political prisoners in Russia & occupied Crimea jailed for much longer than murderers », 08/02/2019  
<http://khp.org/en/index.php?id=1548603794>

Freedom House, "Freedom in the world 2019", 28/01/2019  
<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/crimea>

Forum 18, "CRIMEA: Four years' jail for mosque meetings", 24/01/2019  
[http://www.forum18.org/archive.php?article\\_id=2444](http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2444)

Human Rights Watch, "World Report 2019: Ukraine", 17/01/2019  
<https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/ukraine>

Forum 18, "CRIMEA: "Anti-missionary" prosecutions double in 2018", 09/01/2019  
[http://www.forum18.org/archive.php?article\\_id=2441](http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2441)

Ukrainian Helsinki Human Right Union, "«Russia uses charges of terrorism and extremism in Crimea as the main method of persecuting the opponents», – lawyers", 20/12/2018  
<https://helsinki.org.ua/en/articles/russia-uses-charges-of-terrorism-and-extremism-in-crimea-as-the-main-method-of-persecuting-the-opponents-lawyers/>

Memorial Human Right Center, "В Крыму сотрудники Центра по противодействию экстремизму задержали адвоката и правозащитника Эмиля Курбединова" [En Crimée, des membres du Centre de lutte contre l'extrémisme ont arrêté l'avocat et militant des droits de l'homme Emil Kurbedinov], 07/12/2018  
[https://memohrc.org/ru/news\\_old/v-krymu-sotrudniki-centra-po-protivodeystviyu-ekstremizmu-zaderzhali-advokata-i](https://memohrc.org/ru/news_old/v-krymu-sotrudniki-centra-po-protivodeystviyu-ekstremizmu-zaderzhali-advokata-i)

Ukrainian Helsinki Human Right Union, "Statement against persecution of lawyers and human rights defenders in occupied Crimea", 06/12/2018  
<https://helsinki.org.ua/en/appeals/statement-against-persecution-of-lawyers-and-human-rights-defenders-in-occupied-crimea/>

Human Right House, "CRIMEA: BREAKING THE WALL OF SILENCE", 11/2018  
<https://humanrightshouse.org/wp-content/uploads/2018/12/web-Crimea-breaking-the-wall-of-silence.pdf>

Ukrainian Helsinki Human Right Union, "Russian authorities brought criminal charges against 33 Crimeans for refusal to serve in the Russian army, human rights activists say", 27/10/2018  
<https://helsinki.org.ua/en/articles/russian-authorities-brought-criminal-charges-against-33-crimeans-for-refusal-to-serve-in-the-russian-army-human-rights-activists-say/>

Ukrainian Helsinki Human Rights Union, "Crimean courts are an instrument of persecution against political prisoners, report shows", 21/10/2018  
<https://helsinki.org.ua/en/articles/crimean-courts-are-an-instrument-of-persecution-against-political-prisoners-report-shows/>

Ukrainian Helsinki Human Right Union, "Religious occupation: oppression of the Ukrainian Orthodox Church – Kyiv Patriarchate in Crimea", 10/10/2018  
<https://helsinki.org.ua/en/articles/religious-occupation-oppression-of-the-ukrainian-orthodox-church-kyiv-patriarchate-in-crimea/>

Memorial Human Right Center, "Defendants in the first Bakhchisarai Hizb ut-Tahrir trial are political prisoners", 23/09/2018  
[https://memohrc.org/en/news\\_old/defendants-first-bakhchisarai-hizb-ut-tahrir-trial-are-political-prisoners](https://memohrc.org/en/news_old/defendants-first-bakhchisarai-hizb-ut-tahrir-trial-are-political-prisoners)

Ukrainian Helsinki Human Right Union, "New searches in activists' homes in occupied Crimea", 13/09/2018

<https://helsinki.org.ua/en/articles/new-searches-in-activists-homes-in-occupied-crimea/>

Ukrainian Helsinki Human Right Union, "Illegal searches and arrests of activists in Crimea on September 4, 2018", 05/09/2018

<https://helsinki.org.ua/en/appeals/illegal-searches-and-arrests-of-activists-in-crimea-on-september-4-2018/>

Human Rights House Foundation, "Documenting First-Hand the Human Rights Situation in Crimea", 20/09/2018

<https://humanrightshouse.org/articles/documenting-first-hand-human-rights-situation-crimea/>

Ukrainian Helsinki Human Right Union, "Statement of the UHHRU on the persecution of human rights defenders in Crimea", 14/08/2018

<https://helsinki.org.ua/en/articles/statement-of-the-uhhru-on-the-persecution-of-human-rights-defenders-in-crimea/>

Memorial Human Rights Center, "Crimean Tatar activist Nariman Memedeminov is a political prisoner", 24/05/2018

[https://memohrc.org/en/news\\_old/crimean-tatar-activist-nariman-memedeminov-political-prisoner](https://memohrc.org/en/news_old/crimean-tatar-activist-nariman-memedeminov-political-prisoner)

Ukrainian Helsinki Human Rights Union, "Statement on the persecution of Crimean Tatars in occupied Crimea on the Day of Remembrance for Victims of Deportation of the Crimean Tatar People", 19/05/2018

<https://helsinki.org.ua/en/articles/statement-on-the-persecution-of-crimean-tatars-in-occupied-crimea-on-the-day-of-remembrance-for-victims-of-deportation-of-the-crimean-tatar-people/>

SOVA Center, « Inappropriate Enforcement of Anti-Extremist Legislation in Russia in 2017 », 24/04/2018

[https://www.sova-center.ru/en/misuse/reports-analyses/2018/04/d39253/#\\_ftn1](https://www.sova-center.ru/en/misuse/reports-analyses/2018/04/d39253/#_ftn1)

Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, "Crimea beyond rules: Forcible Expulsion of the Civilian Population from the Occupied Territory by Russia", 01/2018

[https://precedent.crimea.ua/wp-content/uploads/2019/01/CBR\\_forcible-expulsion.pdf](https://precedent.crimea.ua/wp-content/uploads/2019/01/CBR_forcible-expulsion.pdf)

Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et Human Rights Standards In the Legal Practice of Advocates and Judges, "Advocates under occupation", 2018

[https://precedent.crimea.ua/wp-content/uploads/2019/05/Report\\_Advocates\\_under\\_occupation-Engl.pdf](https://precedent.crimea.ua/wp-content/uploads/2019/05/Report_Advocates_under_occupation-Engl.pdf)

Amnesty International, « Plus de 70 militants tatars de Crimée jugés en même temps dans le cadre d'une répression implacable », 18/12/2017

<https://amnistie.ca/sinformer/communiqués/international/2017/russie/plus-70-militants-tatars-crimee-juges-en-meme-temps>

Forum 18, "CRIMEA: One year of Russian "anti-missionary" punishments", 24/07/2017

[http://www.forum18.org/archive.php?article\\_id=2299](http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2299)

SOVA Center, "Inappropriate Enforcement of Anti-Extremist Legislation in Russia in 2016", 21/04/2017

<https://www.sova-center.ru/en/misuse/reports-analyses/2017/04/d36857/>

Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, "Crimea beyond rules: Issue No 3 - Right to nationality (citizenship)", 04/2017

[https://precedent.crimea.ua/wp-content/uploads/2017/04/Crimea\\_beyond\\_rules\\_3\\_en.pdf](https://precedent.crimea.ua/wp-content/uploads/2017/04/Crimea_beyond_rules_3_en.pdf)

Amnesty International, « Crimée : quand l'opposition est réduite au silence », 15/12/2016

<https://www.amnesty.fr/conflits-armes-et-populations/actualites/crimee-quand-opposition-reduite-au-silence>

Crimea SOS, "Human Rights in Crimea: two years of annexation", 19/08/2016

[https://krymsos.com/files/e/f/ef0da33-----\\_.pdf](https://krymsos.com/files/e/f/ef0da33-----_.pdf)

Amnesty International, "CRIMEA IN THE DARK: THE SILENCING OF DISSENT", 2016

[https://amnestyfr.cdn.prismic.io/amnestyfr%2Fa6ae6ab0-acc3-417d-a527-d963f5fd983f\\_crimean+briefing\\_the+final+and+formatted.pdf](https://amnestyfr.cdn.prismic.io/amnestyfr%2Fa6ae6ab0-acc3-417d-a527-d963f5fd983f_crimean+briefing_the+final+and+formatted.pdf)

Forum 18, "CRIMEA: Religious freedom survey, March 2015", 27/03/2015

[http://www.forum18.org/archive.php?article\\_id=2051](http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2051)

Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, "Crimea beyond rules: Transfer by the Russian Federation of parts of its own civilian population into the occupied territory of Ukraine", 2015

[https://precedent.crimea.ua/wp-content/uploads/2017/04/Crimea\\_Beyond\\_Rules\\_special-issue\\_en.pdf](https://precedent.crimea.ua/wp-content/uploads/2017/04/Crimea_Beyond_Rules_special-issue_en.pdf)

Regional Center for Human Right (RCHR), Ukrainian Helsinki Human Right Union et CHROT, "Crimea beyond rules: Issue No 2 - Right to property", 2015

[https://precedent.crimea.ua/wp-content/uploads/2017/04/Crimea\\_Beyond\\_Rules\\_2\\_en.pdf](https://precedent.crimea.ua/wp-content/uploads/2017/04/Crimea_Beyond_Rules_2_en.pdf)

Human Rights Watch, « Rights in Retreat - Abuses in Crimea », 17/11/2014

<https://www.hrw.org/report/2014/11/17/rights-retreat/abuses-crimea>

Human Rights Watch, « Crimée : Détérioration de la situation des droits humains », 16/11/2014

<https://www.hrw.org/fr/news/2014/11/16/rimee-deterioration-de-la-situation-des-droits-humains>

Kharkiv Human rights protection group, "Situation in AR Crimea and Human Rights", 2014

<http://khpg.org/en/index.php?id=1432629196>

## Think tanks, universités et centres de recherches

Warsaw Institute, "A Train to Crimea: Russia Condemned for Opening the Crimean Bridge to Railway Traffic", 30/12/2019

<https://warsawinstitute.org/train-crimea-russia-condemned-opening-crimean-bridge-railway-traffic/>

Ridvan BARI URCOSTA, "Newly Appointed Governor of Sevastopol Faces Looming Showdown With Local Elites", The Jamestown Foundation, 29/07/2019

<https://jamestown.org/program/newly-appointed-governor-of-sevastopol-faces-looming-showdown-with-local-elites/>



Liberté religieuse dans le monde, « Russie », 2018

<http://libertereligieuse.aide-eglise-en-detresse.ch/selection-du-pays/europe/russie-2018.html>

Ukrainian Institute for the Future, "UKRAINE: THREE YEARS WITHOUT CRIMEA", 26/06/2017

<https://www.uifuture.org/en/publications/reports/23485-ukraine-three-years-without-crimea>

Catherine IFFLY, « Quelles perspectives pour la crimée ? », IFRI, 2017

[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/quelles\\_perspectives\\_crimee\\_iffly\\_pe2-2017.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/quelles_perspectives_crimee_iffly_pe2-2017.pdf)

Religious Freedom Institute, "Russia's New Anti-Missionary Law in Context", 30/08/2016

<https://www.religiousfreedominstitute.org/cornerstone/2016/8/30/russias-new-anti-missionary-law-in-context>

## Médias

Le Monde, « Vladimir Poutine ou le pouvoir sans fin », 11/03/2020

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/11/vladimir-poutine-ou-le-pouvoir-sans-fin\\_6032615\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/11/vladimir-poutine-ou-le-pouvoir-sans-fin_6032615_3232.html)

Le Figaro, « Crimée: un Témoin de Jéhovah condamné à six ans de prison », 05/03/2020

<https://www.lefigaro.fr/international/crimee-un-temoin-de-jehovah-condamne-a-six-ans-de-prison-20200305>

France info, « Poutine veut introduire la référence à Dieu dans la Constitution russe », 03/03/2020

[https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/poutine-veut-introduire-la-referance-a-dieu-dans-la-constitution-russe\\_3831781.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/poutine-veut-introduire-la-referance-a-dieu-dans-la-constitution-russe_3831781.html)

Le Monde, « En Russie, "Dieu" devrait faire son apparition dans la Constitution », 03/03/2020

[https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/03/en-russie-dieu-devrait-faire-son-apparition-dans-la-constitution\\_6031663\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/03/en-russie-dieu-devrait-faire-son-apparition-dans-la-constitution_6031663_3210.html)

Euronews, « Le premier train de voyageurs parti de Russie est arrivé en Crimée », 25/12/2019

<https://fr.euronews.com/2019/12/25/le-premier-train-de-voyageurs-parti-de-russie-est-arrive-en-crimee>

Radio France International, « Russie : l'inauguration très symbolique de la voie ferrée avec la Crimée », 23/12/2019

<http://www.rfi.fr/fr/europe/20191223-russie-inauguration-symbolique-voie-ferree-crimee-annexion-ukraine-poutine>

Le Monde, « Vladimir Poutine inaugure le pont ferroviaire entre la Crimée et la Russie », 23/12/2019

[https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/23/vladimir-poutine-inaugure-le-pont-ferroviaire-entre-la-crimee-et-la-russie\\_6023884\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/23/vladimir-poutine-inaugure-le-pont-ferroviaire-entre-la-crimee-et-la-russie_6023884_3210.html)

Le Monde, « Vladimir Poutine promulgue une loi étendant le statut "d'agent de l'étranger" », 02/12/2019

[https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/02/vladimir-poutine-promulgue-une-loi-etendant-le-statut-d-l-etranger\\_6021404\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/02/vladimir-poutine-promulgue-une-loi-etendant-le-statut-d-l-etranger_6021404_3210.html)

L'Orient –Le-Jour, « La Russie restitue à l'Ukraine des navires militaires », 19/11/2019  
<https://www.lorientlejour.com/article/1195550/la-russie-restitue-a-lukraine-des-navires-militaires.html>

Unian, « Crimea occupying authorities to demolish Ukrainian Church's temple in Yevpatoria – Epifaniy », 19/11/2019  
<https://www.unian.info/society/10760021-crimea-occupying-authorities-to-demolish-ukrainian-church-s-temple-in-yevpatoria-epifaniy.html>

La liberté, « Moscou restitue des navires militaires à Kiev », 18/11/2019  
<https://www.laliberte.ch/news-agence/detail/moscou-restitue-des-navires-militaires-a-kiev/542691>

openDemocracy, “A family business: how Russian security forces target the Crimean Tatar community”, 02/10/2019  
<https://www.opendemocracy.net/en/odr/family-case-crimean-tatar-crimea-en/>

Reuters, “EU will not recognize results of Russian elections in Crimea”, 09/09/2019  
<https://www.reuters.com/article/us-russia-ukraine-crimea-eu/eu-will-not-recognize-results-of-russian-elections-in-crimea-idUSKCN1VU151>

France culture, “70 prisonniers échangés à la mi-journée entre la Russie et l'Ukraine », 07/09/2019  
<https://www.franceculture.fr/emissions/journal-de-18h/journal-de-18h-emission-du-samedi-07-septembre-2019>

Huffington Post, « La Russie autorisée à réintégrer le Conseil de l'Europe », 25/06/2019  
[https://www.huffingtonpost.fr/entry/la-russie-autorisee-a-reintegrer-le-conseil-de-leurope\\_fr\\_5d115686e4b0aa375f51a631](https://www.huffingtonpost.fr/entry/la-russie-autorisee-a-reintegrer-le-conseil-de-leurope_fr_5d115686e4b0aa375f51a631)

20 Minutes, « La Russie autorisée à revenir à l'Assemblée du Conseil de l'Europe », 25/06/2019  
<https://www.20minutes.fr/monde/2548535-20190625-russie-autorisee-revenir-assemblee-conseil-europe>

Le Monde Diplomatique, « La Russie s'affirme en mer Noire », 01/2019  
<https://www.monde-diplomatique.fr/2019/01/DELANOE/59442>

Euronews, « La Russie construit une barrière entre la Crimée et l'Ukraine », 28/12/2018  
<https://fr.euronews.com/2018/12/28/la-russie-construit-une-barriere-entre-la-crimee-et-l-ukraine>

BFM, « Attaque en Crimée : les enquêteurs se penchent sur les motivations du tueur », 18/10/2018  
<https://www.bfmtv.com/international/attaque-en-crimee-les-enqueteurs-se-penchent-sur-les-motivations-du-tueur-1546944.html>

RTL, « VIDÉO - Crimée : au moins 19 morts par balles dans l'attaque d'un collègue », 17/10/2018  
<https://www.rtl.fr/actu/international/video-crimee-au-moins-17-morts-par-balles-dans-l-attaque-d-un-college-7795224709>

Le Monde, « La Russie libère deux opposants tatars de Crimée », 27/10/2017  
[https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/10/25/la-russie-libere-deux-opposants-tatars-de-crimee\\_5205902\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/10/25/la-russie-libere-deux-opposants-tatars-de-crimee_5205902_3214.html)

Capital, « La Russie libère deux importants militants tatars de Crimée », 25/10/2017  
<https://www.capital.fr/economie-politique/crimee-deux-militants-tatars-liberes-par-la-russie-et-envoyes-vers-la-turquie-1251988>

Les Echos, « Moscou ferme la télévision tatar de Crimée », 01/04/2015  
<https://www.lesechos.fr/2015/04/moscou-ferme-la-televison-tatare-de-crimee-241597>

Euronews, « Les Tatars de Crimée, fidèles à Kiev, et harcelés par Moscou », 17/03/2015  
<https://fr.euronews.com/2015/03/17/les-tatars-de-crimee-fideles-a-kiev-et-harceles-par-moscou>

France Info, « Crimée: ces Tatars qui refusent d'être intégrés à la Russie », 03/03/2014  
[https://www.francetvinfo.fr/monde/russie/crimee-ces-tatars-qui-refusent-d-etre-integres-a-la-russie\\_3068469.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/russie/crimee-ces-tatars-qui-refusent-d-etre-integres-a-la-russie_3068469.html)

Hélène Carrère d'Encausse, « Moscou s'acharne à dénationaliser les Tatars de Crimée », 06/1969  
[https://www.monde-diplomatique.fr/1969/06/CARRERE\\_D\\_ENCAUSSE/29026](https://www.monde-diplomatique.fr/1969/06/CARRERE_D_ENCAUSSE/29026)

BBC, "Crimea profile", s. d.  
<https://www.bbc.com/news/world-europe-18287223>

## Réseau social

Younarmia Krym, « Album », V Kontakte, s. d.  
<https://vk.com/albums-147962535>

## Autres sources

Chef de la République de Crimée, « Сергей Аксёнов: В Крыму подтверждено шесть новых случаев коронавирусной инфекции » [Sergei Aksyonov: Six nouveaux cas d'infection à coronavirus confirmés en Crimée], 24/03/2020  
<https://glava.rk.gov.ru/ru/article/show/3302>

Universalis, « UKRAINE, chronologie contemporaine », s. d.  
<https://www.universalis.fr/chronologie/ukraine/>

Les Témoins de Jéhovah en Russie, « Узники совести » [Prisonniers d'opinion], s. d.  
<https://www.jw-russia.org/prisoners.html#region=%D0%9A%D1%80%D1%8B%D0%BC&arrested>

Gouvernement de la ville de Sébastopol, « Губернатор » [Gouverneur], s. d.  
<https://sev.gov.ru/government/gubernator/>

Assemblée législative de la ville de Sébastopol, « Депутатские объединения » [Groupes parlementaires], s. d.  
[https://sevszakon.ru/view/sostav\\_i\\_struktura\\_zs/deputatskie\\_obedineniya/](https://sevszakon.ru/view/sostav_i_struktura_zs/deputatskie_obedineniya/)